

JOURNÉE NATIONALE DE LA RÉSISTANCE, LE 27 MAI

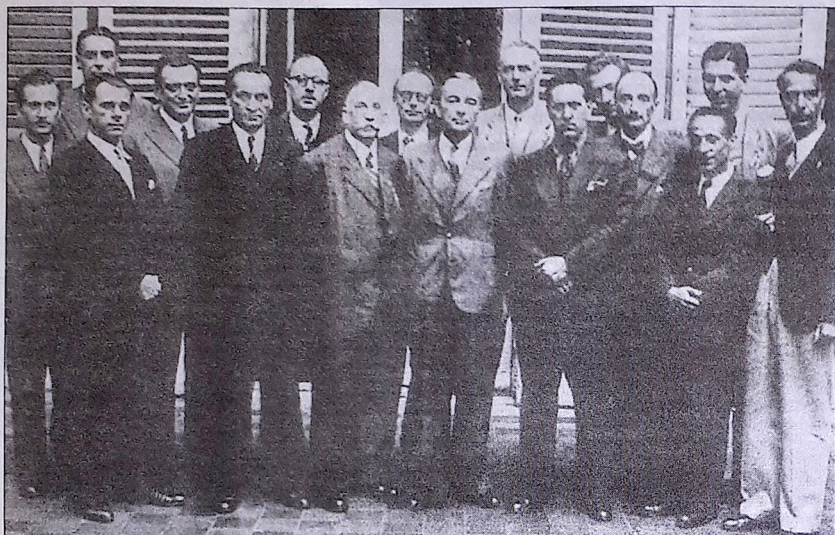
(voir page 3)

LE JOURNAL DE LA RÉSISTANCE

FRANCE D'ABORD
FONDÉ DANS LA CLANDESTINITÉ EN 1941

Rédaction-Administration, 79, rue Saint-Blaise, 75020 Paris
N° 1146-1147 - MARS-AVRIL 2003

60^e ANNIVERSAIRE DE LA CRÉATION DU C.N.R.



Il y a 60 ans, le 27 mai 1943, sous la présidence de Jean Moulin, se tint à Paris, 46, rue du Four, la réunion constitutive du « Conseil National de la Résistance ». Ci-dessus, les membres du CNR réunis le 10 septembre 1944. Ils ne sont pas ici au complet : sont notamment absents les représentants de « Combat » et de l'OCM. De gauche à droite, on reconnaît : Robert Chambeiron, Pierre Meunier, Auguste Gillot, Joseph Laniel, Henri Ribière, Jacques Lecompte-Boinet, Gaston Tessier, Pierre Villon, Georges Bidault, André Mutter, Louis Saillant, Pascal Copeau, Paul Bastid, Daniel Mayer, Jean-Pierre Lévy et Jacques Debù-Bridel... Page 8, Robert Chambeiron, secrétaire général adjoint du CNR, souligne la portée historique de la Constitution du CNR et de son programme.



LA CAMPAGNE DE TUNISIE

(fin février -
13 mai 1943)

**Ci-contre : le
Président américain
Franklin D. Roosevelt
rend visite aux troupes
américaines
en marche vers Tunis.**

Le débarquement anglo-américain en Afrique du Nord, le 8 novembre 1942, entraîne l'envoi de forces allemandes qui - avec l'accord de Vichy, de l'amiral Esteva à Tunis et de Darlan à Alger - arrivent dès le 9, par air et mer, à Tunis et Bizerte. De même, des unités italiennes débarquent en Tunisie. Le but des forces de l'Axe est à la fois de tenter de contenir les forces alliées présentes en Algérie, de sécuriser la Sicile toute proche et surtout de permettre la retraite de l'Afrika Korps de Rommel, poursuivi - depuis sa défaite à El Alamein - le long de la côte libyenne par la VIII^e armée britannique de Montgomery.

Commandées par le général Barré, désobéissant à Vichy, les forces françaises de Tunisie - une dizaine de milliers d'hommes - font retraite sur les dorsales montagneuses pour s'y installer en défense. Le 19 novembre, elles ouvrent le feu sur des unités allemandes à Medjez-el-Bab, à 50 km de Tunis.

Commencée par les forces françaises de Tunisie, épaulées par d'autres unités françaises venues d'Algérie et du Maroc et qui constituent, commandé par le Général Koeltz, le 19^e Corps, formant ainsi un ensemble dont Juin va prendre le commandement, la campagne de Tunisie va bientôt opposer durement la V^e armée italo-allemande de Von Arnim et de Messe - que vient renforcer l'Afrika Korps de Rommel évacué de Libye - aux armées alliées, qui incluent désormais d'importantes forces anglo-américaines (5^e C.A. anglais au Nord jusqu'à la côte, 2^e C.A. Américain au sud jusqu'à Gafsa, articulé avec les unités sahariennes françaises). En janvier et février 1943, Von Arnim et Rommel vont respectivement mener deux violentes attaques blindées, à Ousseltia (18 au 27 janvier) et Kasserine (14 au 22 février), qui échoueront.

Fin février 1943, les alliés, sous la direction d'Alexander, prennent l'offensive, en coordination avec la VIII^e armée de Montgomery, qui vient de Tripoli et compte dans ses rangs quelques milliers de soldats français libres (dont la Force L de Leclerc, venant du Tchad, et des éléments de la 1^{re} D.F.L. commandée par le général de Laminat avec à ses côtés les généraux König, Brosset et Lelong).

Le 27 avril, les germano-italiens doivent abandonner leurs défenses de la ligne Mareth. Tunis est libéré le 7 mai, ce qui conduit à la reddition, le 13 mai, dans le Cap Bon, de l'Armée de Von Arnim encore forte de 300.000 hommes.

« NOUS, PEUPLES... »

« **R**ésolus à préserver les générations futures du fléau de la guerre qui, deux fois en l'espace d'une vie humaine, a infligé à l'humanité d'indicibles souffrances, à proclamer à nouveau notre foi dans les droits fondamentaux de l'homme, dans la dignité et la valeur de la personne humaine, dans l'égalité de droits des hommes et des femmes, ainsi que des nations, grandes et petites, à créer les conditions nécessaires au maintien de la justice et au respect des obligations nées des traités et autres sources du droit international, à favoriser le progrès social et instaurer de meilleures conditions de vie dans une liberté plus grande,

« Et à ces fins

« **A** pratiquer la tolérance, à vivre en paix l'un avec l'autre dans un esprit de bon voisinage, à unir nos forces pour maintenir la paix et la sécurité internationales, à accepter des principes et instituer des méthodes garantissant qu'il ne sera pas fait usage de la force des armes, sauf dans l'intérêt commun, à recourir aux institutions internationales pour favoriser le progrès économique et social de tous les peuples, avons décidé d'associer nos efforts pour réaliser ces desseins... »

Ce préambule de la Charte des Nations-Unies, adoptée le 26 juin 1945 lors de la fondation de l'Organisation internationale à San Francisco, est le legs aux générations futures des peuples ayant triomphé des fascismes au prix de près de cinq années d'une guerre mondiale particulièrement meurtrière.

Un legs, auquel l'ANACR est constamment restée fidèle depuis sa création, et qui a inspiré le communiqué qu'elle a publié le 14 mars 2003 quand se faisait pressante la menace de guerre en Irak :

« **P**rofondément inquiète par les menaces de guerre imminente en Irak et au Proche-Orient, l'Association Nationale des Anciens Combattants de la Résistance (A.N.A.C.R.) tient à réaffirmer son attachement à la Paix, et à la recherche de la solution par la voie pacifique et dans le cadre légitime de l'O.N.U. des conflits pouvant survenir entre Etats.

Avec l'Union Française des Associations de Combattants (U.F.A.C.), l'ANACR "considère que la plupart des conflits armés qui se sont déroulés depuis la fin de la deuxième guerre mondiale auraient pu être évités et bien des vies épargnées si tous les Etats membres des Nations Unies [en] avaient respecté les principes comme ils s'étaient solennellement engagés à le faire et permis à l'O.N.U. d'assumer pleinement les fonctions qui lui sont dévolues par la Charte", dont le contenu est directement la conséquence de la victoire sur le nazisme et sa politique d'agression.

« **C**ondamnait fermement le terrorisme, qu'il soit le fait d'individus, d'organisations ou d'Etats, les agressions directes ou dites "collatérales" contre les populations civiles et la négation des droits nationaux dont de nombreux peuples sont victimes, l'ANACR et les "Amis de la Résistance (ANACR)" apportent leur soutien à la position prise par la France en faveur du règlement pacifique du conflit menaçant, au-delà de la dictature féroce qui l'opprime, le peuple irakien déjà éprouvé par 12 ans d'embargo, et de bombardements effectués sans mandat de l'O.N.U..

« **L**'ANACR et les "Amis de la Résistance (ANACR)" entendent conjuguer leurs efforts avec tous ceux qui en France et dans le monde s'élèvent contre la guerre qui s'annonce. »

Un legs qui a aussi inspiré celui qu'elle a publié le 20 mars, quand le conflit venait hélas de commencer :

« **C**'est avec une profonde émotion que l'Association Nationale des Anciens Combattants de la Résistance (A.N.A.C.R.) a appris le début des frappes aériennes contre l'IRAK, sans aucun mandat des Nations-Unies.

« **A**vec le monde combattant et résistant français, avec l'immense majorité des peuples et gouvernements du monde, l'A.N.A.C.R. et les "Amis de la Résistance (A.N.A.C.R.)" exigent la cessation immédiate de la guerre dont le peuple irakien sera la principale victime, et le retour aux processus de négociations sous l'égide des Nations-Unies pour atteindre les buts légitimes de la communauté internationale en matière de désarmement, de sécurité et de démocratie. »

Un legs que les derniers événements et leurs milliers de victimes, militaires et civiles, rendent d'autant plus précieuses.

Le Journal de la Résistance

DANS NOTRE SOMMAIRE :

- P. 2 : Les Amis de la Résistance (ANACR).
- P. 3 : La Journée Nationale de la Résistance, le 27 mai.
- P. 4 et 5 : Cour Pénale Internationale. Résurgence du fascisme.
- P. 6 et 7 : La vie de l'Association. Nos deuils.
- P. 8 : L'importance de la Constitution du CNR. Livres.

HAUTE-SAVOIE

“ LES JEUNES VEULENT DU CONCRET ”

Lors de la réunion de leur comité départemental, le 23 novembre dernier, Jean-Paul Rigoli, président des Amis de Haute-Savoie s'interrogeait en ces termes :

“ Quel est l'avenir des Amis aujourd'hui et demain, comment se faire connaître et assurer un devoir de mémoire ? ”. Question très importante car les rangs de nos aînés, les anciens résistants rétrécissent de jour en jour et nous devons, c'est notre devoir, assurer le relais afin que l'oubli ne s'installe jamais dans les esprits.

Un jeune ami étudiant, Frédéric Martinot, de Sallanches, avait été invité et nous a donné son point de vue : “ Les jeunes veulent du concret, de l'action, du travail sur le terrain, ils veulent être les témoins pour demain et faire le lien avec la situation actuelle ”.

Le président rendit compte du Congrès départemental à Evian et du Congrès national à Nevers, où 5 Amis ont participé avec nos anciens de l'ANACR. Les Amis ont été présents au Forum des Associations à Annecy le 10 novembre, où furent diffusés des tracts expliquant ce qu'est l'association des Amis. Une adhésion a été réalisée.

Les Amis ont un projet en cours d'organisation mené par Andrée et Albert Dutarte qui doit se dérouler au printemps prochain : une visite au Musée de Chambéry avec le monument, rencontre avec les Amis de Savoie, et au retour, passage et dépôt de gerbe au village d'Ecole-en-Bauges, village martyr.

Autre projet : une soirée suivie d'un débat, présentée par les “ Gars de la Rampe ” de Rumilly. Au programme : “ Le silence de la Mer ” de Vercors, scène qui se passe pendant la guerre. Elle serait présentée aux lycéens et collégiens, en matinée et aux adultes en soirée...

AVEYRON :

LE SENS D'UN ENGAGEMENT

“ Les Amis constituent auprès des anciens résistants un élément incontournable pour l'avenir et indissociable du travail entrepris et à amplifier au sein de l'ANACR. Cette évidence est partagée par le plus grand nombre d'entre nous ”. Face à la disparition – hélas – inéluctable des anciens résistants écrit Henri Moizet, président départemental des Amis de la Résistance (ANACR), “ chacun de nous se doit d'être encore plus actif et motivé. Moins que le nombre, c'est notre détermination qui pour l'instant doit s'affirmer ”.

“ C'est un grand et bel héritage qui nous est légué. Les valeurs fondatrices de la Résistance en sont la clé de voûte et restent toujours d'actualité. Ce pourrait être banal de le rappeler si notre monde ne les remettait pas si souvent en cause quand il ne les viole pas cyniquement. Aujourd'hui comme il a 60 ans, il faut réapprendre à dire NON, il faut retrouver le courage du refus à bon escient.

Le combat résistant et ses objectifs à partir du 18 juin 40 derrière de Gaulle, fut difficile et aléatoire. S'il fut rassembleur, au point de devenir “ le carrefour de la France ” c'est parce qu'il fut un combat pour l'honneur, un phénomène sans précédent. Il était avant d'être du domaine des armes de celui de l'esprit : ne pas se soumettre à la force inhumaine, assumer sa citoyenneté sans certitude de victoire ; accepter tous les risques sans toujours avoir la réelle conscience des dangers encourus.

Parce qu'ils ont pris leurs responsabilités, les résistants, tous les résistants à quelque niveau que ce fut, ont formé une nouvelle élite. Ils nous indiquent la manière et le chemin à suivre pour rester fidèle à leur mémoire sur des champs d'action actuels contre la xénophobie, l'intolérance, les injustices, le recours à la guerre en violation avec le droit international. Tout ceci doit s'inscrire dans le respect du pluralisme comme nous l'apprend la Résistance. Elle fut une France en réduction. S'y sont rencontrés les gauches et les droites, les croyants et les athées...

Les Amis sont donc appelés dans le même esprit à se développer et agir. Soyons en convaincus pour faire partager à d'autres cette utilité. Le travail qui nous attend est immense même si nous avons déjà fait beaucoup. La conservation de la mémoire résistante avec toutes ses facettes exige encore des efforts et des améliorations. Le chantier reste inachevé et le sera encore longtemps. Nous progressons cependant sur plusieurs points du département (Aubrac, Sud-Aveyron par exemple). Des publications récentes illustrent ces nouveautés. La future maison d'Aubin surmonte progressivement de nombreux obstacles de tous ordres. Nous bénéficions aussi d'un climat plutôt favorable à nos entreprises militantes...”

DRÔME :

DESORMAIS, UNE TRADITION



Depuis plusieurs années, les Drômois ont rendez-vous avec des acteurs de premier plan de la Résistance lors de rencontres à Montélimar ou à Valence organisées par le Groupe départemental des Amis de la Résistance (ANACR), avec les scolaires en matinée, avec la population en soirée. Ainsi, lors de ces dernières années, ce sont plusieurs centaines de participants à ces deux rencontres qui annuellement sont venus écouter avec passion Henri Rol-Tanguy, Robert Chambeiron, Pierre Sudreau, Raymond Aubrac, Pierre Fugain, Michèle Agniet, Marie-Jo Chombard de Lauwe, Lise London, Violette Maurice, Denise Vernay...

Cette année encore, la tradition a été respectée, et ce sont deux résistants connus, Jean-Pierre Vernant, Compagnon de la Libération, et le commissaire Jacques Delarue, historien de la Gestapo et de la collaboration.

Hélieniste de renommée mondiale, universitaire de premier plan, Jean-Pierre Vernant, né en 1914, titulaire de la Chaire d'études comparées des religions antiques au collège de France après avoir été directeur d'études à l'Ecole Pratique des Hautes Etudes, fut résistant dès les premières heures de l'Occupation. A peine démobilisé, il édite avec son frère Jacques des tracts et papillons clandestins qu'ils collent sur les murs de Narbonne. Nommé professeur à Toulouse, il entre fin novembre 1941 au mouvement Libération et, début 1942, est chargé de la formation des groupes armés. L'occupation de la Zone Sud en novembre 1942 va y changer la donne : les appareils militaires de Libération et Combat fusionnent dans l'Armée Secrète (A.S.) dont il devient le chef départemental pour la Haute-Garonne. Son nom et son pseudo connus par la Gestapo, il organise cependant à Toulouse des cours de formation militaire, coordonne des actions de sabotage, d'évasion. Après la transformation de l'A.S. en Corps Francs de Libération (C.F.L.), Jean-Pierre Vernant est chargé de constituer un état-major unique F.F.I. regroupant C.F.L. et F.T.P.F. Le 27 août, Toulouse est libéré par les F.F.I. sous le commandement de Ravanel, avec Jean-Pierre Vernant à ses côtés.

Né en 1919, Jacques Delarue est mobilisé en avril 1940 et va faire partie après la fin des combats en Juin sur le sol national des 100 000 hommes de l'Armée d'Armistice. Spécialiste de la construction aéronautique, il passe, pour accélérer sa libération, laquelle intervient en octobre 1942, un concours pour entrer dans la police. Sa nouvelle profession va lui permettre de contribuer à l'établissement de faux papiers pour les Alsaciens-Lorrains réfugiés à Limoges et menacés d'être incorporés de force dans la Wehrmacht après l'invasion de la zone Sud. Ayant intégré les Mouvements Unis de Résistance (M.U.R.), auxquels il fournit des renseignements, Jacques Delarue va puiser dans le ravitaillement autonome de la Police pour approvisionner les réfractaires au S.T.O. en route pour les maquis. Arrêté, il est condamné pour vol d'alimentation à un an de prison ; la condamnation sera annulée à la Libération. Travaillant depuis lors à des enquêtes sur des arrestations, dénonciations et disparitions, il tirera de ces activités des livres tels “ Histoire de la Gestapo ” ou “ Trafics et crimes sous l'Occupation ”, collaborant à diverses revues historiques. Ses activités ultérieures fourniront aussi la matière à un autre ouvrage “ O.A.S. contre de Gaulle ”. Membre du “ Comité international des experts contre la renaissance du nazisme ”, aujourd'hui disparu, et rapporteur général du “ Comité européen pour la recherche scientifique des origines et des

conséquences de la Deuxième Guerre mondiale ”, Jacques Delarue, dont l'appartenance aux Forces Françaises Combattantes (F.F.C.) est homologuée, est aussi Combattant Volontaire de la Résistance (C.V.R.) et Interné Résistant.

Tels sont les deux grands témoins de la Résistance que plus de trois cents lycéennes et lycéens, accompagnés de leurs professeurs, ont pu rencontrer au Théâtre municipal de Montélimar dans la matinée du 24 janvier dernier. En premier lieu, tous purent se rendre compte de la diversité des voies et des motivations qui conduisirent nombre de Français à unir leurs efforts dans un but commun : résister, à l'occupant nazi, lutter contre le régime collaborateur de Vichy. Jean-Pierre Vernant avait très tôt découvert la brutalité du fascisme en action à travers les organisations d'extrême droite qui tentaient d'imposer leur loi au Quartier Latin dans les années trente en tentant d'interdire de cours étudiants et professeurs de gauche, ou tout simplement républicains comme lui. Pour Jacques Delarue, sans engagement politique particulier au commencement de la guerre, ce sera la rencontre avec un Alsacien ayant un besoin impérieux de faux papiers car, l'Alsace ayant été, avec la Lorraine mosellane, annexée au Reich, il était considéré par l'occupant comme un citoyen allemand mobilisable, qui le conduira à rejoindre les rangs de la Résistance.

L'un et l'autre eurent aussi à répondre à des questions non seulement sur leur propre engagement ou sur leurs diverses actions de résistance, mais aussi sur les conditions de vie sous l'Occupation, sur les raisons de l'audience réelle de Pétain au lendemain de la défaite, sur la vie clandestine, etc. De manière... pédagogique, sans être pour autant ennuyeuse, ce dont témoignèrent les applaudissements chaleureux et nourris qui saluèrent sa fin, c'est une véritable leçon d'histoire qui fut dispensée par les deux conférenciers.

En soirée, dans les mêmes lieux, devant une foule nombreuse et captivée, se tint, animée par Mireille Monier, présidente départementale des “ Amis de la Résistance (ANACR) ” et par Jean Lovie, président du comité de Montélimar des “ Amis ”, une soirée témoignage-débat sur “ l'esprit de la Résistance ”, ouverte par l'interprétation du Chant des Partisans par la chorale des élèves de l'école Quatre Alliées. A la tribune, aux côtés des conférenciers et des animateurs avait pris place Jean Buisson, président départemental de l'ANACR.

“ A 89 ans, je ne peux pas parler au nom de la jeunesse, mais ce qui m'a fait du bien, c'est d'avoir rencontré plus de 300 jeunes... Les jeunes ont besoin de savoir, de comprendre s'il y a du sens. Ce soir, je suis plus optimiste qu'avant les séances ! Nous avons senti Delarue et moi que nous avons fait passer quelque chose. ” Cette réflexion de Jean-Pierre Vernant à l'issue d'une journée bien remplie n'en est-elle pas la meilleure conclusion ?

LOT-ET-GARONNE :

“ CONTRE L'OUBLI DES VALEURS DE LA RESISTANCE ”

Brigitte Moreno, lors d'un récent comité départemental de l'ANACR, a évoqué les étapes que les “ Amis ” doivent franchir, nationalement mais aussi départementalement.

L'évolution des “ Amis de la Résistance (ANACR) ” au plan national est devenue une préoccupation importante. Notre réflexion sur ce sujet a permis de constater que l'idée de “ la relève ” se généralise, dans le cadre d'un partenariat confiant avec les résistants, même si encore certains comités ANACR sont réticents.

Mais juridiquement, les “ Amis de la Résistance (ANACR) ” sont inconnus des pouvoirs publics. Pourtant, dans le cadre de la transmission de la Mémoire, les “ Amis ” ont besoin de contacts, tant auprès du Ministère des Anciens Combattants, que de l'Education Nationale.

Ces préoccupations ont été “ soulevées ” en Bureau National de l'ANACR qui a donné son accord, pour proposer la création d'une Association Nationale des Amis de la Résistance, au Congrès de Nevers.

Les moyens nécessaires au fonctionnement de cette Association Nationale étaient également soulevés, et inévitablement la question des cotisations posée.

Sur ces deux propositions essentielles à l'existence des “ Amis de la Résistance (ANACR) ” un vote du Congrès est intervenu à l'unanimité.

La transmission de la Mémoire et la reconnaissance des Amis vont de pair. Mais pour “ transmettre encore faut-il connaître ”. La question de la formation des Amis, de leur bonne connaissance de l'histoire de la Résistance se pose donc. Aussi est-il indispensable que les Amis soient associés aux cérémonies, qu'ils accompagnent les résistants sur les lieux de mémoire, et qu'avec leur soutien, ils puissent intervenir sur les faits historiques. De même, ils doivent être présents aux côtés des résistants lors des témoignages dans les établissements d'enseignement scolaire, pour la préparation du devoir national de la Résistance. La reconnaissance locale, même pour des groupes structurés, passe par cette présence des Amis.

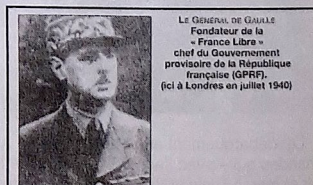
Enfin, pour améliorer leur connaissance, les Amis doivent procéder à des recherches historiques afin de transmettre aux plus jeunes, les valeurs de la Résistance. L'idée que cela est un devoir et un besoin, et avoir à cette occasion le souci de recrutement d'Amis dans un esprit pluraliste, relèvent de notre “ mission ”.

En s'appuyant sur le témoignage des résistants, nous devons rappeler en permanence les valeurs essentielles de la Résistance : de la démocratie, d'humanisme, de patriotisme, qui sont les valeurs de la République.

Notre combat est aussi présent dans la lutte pour l'antifascisme en France et dans le monde. Les Amis soutiennent aussi l'ANACR dans sa revendication pour l'instauration d'une Journée Nationale de la Résistance, le 27 mai, ou le jour le plus proche. Les “ Amis de la Résistance (ANACR) ” ont fait leur, cette revendication en intervenant auprès des maires et conseillers généraux du département. A ce jour, 174 maires du Lot-et-Garonne ont répondu favorablement...

RENFORCER LES “ AMIS ”

Edité par les “ Amis de la Résistance (ANACR) ”, ce dépliant est toujours à la disposition des groupes d'Amis de la Résistance et des Comités départementaux de l'ANACR. (A demander au siège national).



LE GÉNÉRAL DE GAULLE
Fondateur de la
“ France Libre ”
chef du Gouvernement
provisoire de la République
française (GPRF).
(ici à Londres en juillet 1940)



“ Ce sont ceux du maquis, ceux de la Résistance...”



JEAN MOULIN
(dit “ Max ”)
Premier Président
du Conseil National
de la Résistance
Compagnon de la Libération
(assassiné par
les nazis en 1943)

JOURNÉE NATIONALE DE LA RÉSISTANCE, LE 27 MAI

Alors que certains, avec des arguments sur le caractère historique plus que contestable, mènent un combat d'arrière-garde pour tenter de s'opposer à la reconnaissance officielle d'une Journée Nationale de la Résistance, pour laquelle nulle autre date ne peut être plus judicieuse que le 27 mai, anniversaire de l'unification le 27 mai 1943 de la Résistance au sein du C.N.R., présidé par Jean Moulin et placé sous l'autorité du général de Gaulle, le mouvement de soutien à cette demande s'amplifie...

Ainsi, après les **Conseils régionaux** du LIMOUSIN et de BOURGOGNE, le Conseil Régional d'AUTUNNE, lors de sa séance plénière du 24 mars 2003, a adopté le vœu suivant :

" Considérant que le 27 mai 1943, sous l'autorité de Jean Moulin, a eu lieu la création du Conseil National de la Résistance unifiant toutes les forces combattantes intérieures,

" Considérant que cette unification a joué un grand rôle dans les combats qui aboutirent à la Libération de la France,

" Considérant que l'Aquitaine a été une terre de Résistance cruellement marquée par la barbarie nazie, " Considérant que l'esprit de la Résistance, porteur des valeurs humanistes et démocratiques, doit survivre aux derniers acteurs et qu'il est essentiel de faire connaître aux nouvelles générations cette tranchée à la fois douloureuse et glorieuse de notre histoire.

" S'associant à la demande de l'ANACR (Association Nationale des Anciens Combattants de la Résistance) pour que le 27 mai devienne journée nationale de la Résistance,

" S'adressant au gouvernement et à la représentation nationale pour que cette journée commémorative, non chônée, soit officiellement pour transmettre l'information sur la Résistance, ses valeurs et son idéal "

Plusieurs présidents de Conseils régionaux, tels M. Alain Rafesthain, président de la Région Centre - qui, dans une lettre du 8 mars 2002 au président Chamberlain, écrit : " Je tiens... à vous témoigner mon soutien en faveur de l'instauration d'une Journée Nationale de la Résistance le 27 mai, ou le jour ouvrable le plus proche. Cette date est particulièrement bien choisie. Elle est le symbole de la création du Conseil National de la Résistance. Il me semble en effet indispensable de donner en exemple, notamment à la jeunesse, l'engagement de ces femmes et de ces hommes au service des valeurs de la Nation, de la République, de la démocratie et des droits de l'Homme contre la barbarie nazie, dans un contexte particulièrement tragique de l'histoire nationale ", se sont prononcés dans le même sens : c'est le cas notamment de MM. Martin Malvy, président de la Région Midi-Pyrénées, René Garrec, président de la Région Basse-Normandie. Individuellement, plusieurs nouveaux conseillers régionaux, tels MM Maurice Salles (Gers) ou Henri Fauque (Rhône-Alpes) ont fait de même.

Plusieurs **Conseils généraux** ont aussi fait le choix en faveur de l'instauration d'une Journée Nationale de la Résistance le 27 mai : nous avons déjà porté à la connaissance de nos lecteurs les décisions en ce sens prises par ceux de la **Drôme**, de la **Haute-Vienne** et de la **Nievre**. D'autres depuis ont fait de même.

C'est le cas de celui du **Lot-et-Garonne** : ainsi, le 14 janvier 2003, sur le rapport de son président, M. Jean François-Poncelet, ancien ministre, il a adopté à l'unanimité le texte de la résolution suivante : " Vu la lettre du 25 janvier 2002 de l'Association Nationale des Anciens Combattants de la Résistance, Comité départemental des Amis de la Résistance de Lot-et-Garonne, par laquelle il est demandé au Conseil général de voter une résolution favorable à l'officialisation du 27 mai comme Journée Nationale de la Résistance.

" Considère que le 27 mai 1943, la France résistante, unie au sein du Conseil National de la Résistance présidé par Jean Moulin sous l'autorité du Général de Gaulle, engage toutes les forces combattantes dans la libération de notre pays. Cette date clé marque le renforcement de l'autorité du Général de Gaulle, donc celle de la France au sein des nations alliées.

" Estime indispensable d'honorer la mémoire des résistants, notamment auprès des jeunes, en évoquant ce jour-là, ou le jour ouvrable le plus proche, l'histoire de la Résistance dans tous les établissements scolaires, grâce à la diffusion de films et l'organisation d'expositions et de conférences avec le témoignage de résistants.

" Dès lors apporte par la présente résolution son soutien à l'Association Nationale des Anciens Combattants de la Résistance dans son action visant à officialiser la date du 27 mai comme Journée Nationale de la Résistance "

Le 31 janvier 2003, à son tour, le Conseil général des **Côtes-d'Armor** a adopté un vœu précisant que " l'Assemblée départementale... partage cette volonté de défendre les idéaux de la Résistance dont l'empreinte marque encore aujourd'hui notre société, estime indispensable de transmettre aux jeunes la mémoire de la Résistance et en particulier la volonté de lutter contre les idéologies fascistes, le négationnisme et tout autre forme d'arbitraire de racisme et d'intolérance, est persuadée du rôle de l'école dans la transmission de cette mémoire et de l'organisation de cérémonies officielles dans l'appropriation de nos valeurs démocratiques [et] demande en conséquence au Gouvernement de bien vouloir instaurer une Journée Nationale de la Résistance le 27 mai pour rassembler l'ensemble des Français autour du devoir de mémoire et de l'exigence démocratique "

De même, lors de sa session du 20 mars 2003, le Conseil général de l'**Allier** a adopté le vœu suivant à l'unanimité : " Considérant le message de courage et de civisme légué par les résistants qui doit être conservé, connu et compris des jeunes générations, considérant que le 27 mai 1943 fut une date décisive pour l'unité de la Résistance et la restauration des valeurs de la République en vue de la reconnaissance par les alliés de la légitimité du gouvernement présidé par le général de Gaulle..., émet le vœu que le 27 mai soit proclamé "Journée Nationale de la Résistance", cette date ou le jour le plus proche devant être consacré à évoquer la Résistance dans les établissements scolaires "

Quant au **Tarn-et-Garonne**, le 18 mars, " L'Assemblée départementale - nous informe M. Jean-Michel Baylet, son président - après en avoir délibéré, apporte, par la présente motion son soutien à l'Association Nationale des Anciens Combattants de la Résistance dans son action visant à officialiser la date du 27 mai comme Journée Nationale de la Résistance "

Dans une lettre datée du 31 janvier 2003, et adressée à Jean-Paul Bedoin, Président départemental des " Amis de la Résistance (ANACR) ", M. Bernard Cazeau, sénateur et Président du Conseil Général de la Dordogne, écrit : " La création d'une journée nationale consacrée à l'histoire de la Résistance, au souvenir et au devoir de mémoire me semble tout à fait légitime et nécessaire. L'évolution de notre société et, d'ailleurs, celle de notre monde et des rapports géopolitiques me conduisent aujourd'hui à penser qu'il s'agit là d'une heureuse initiative qu'il serait fort dommage de ne pas concrétiser. " Dans nos précédentes éditions, nous avons rapporté le soutien des présidents des Conseils généraux des Alpes-Maritimes, de la Côte-d'Or, du Doubs, de l'Hérault, de la Haute-Loire, de Seine-Maritime, du Var... Par ailleurs, de nombreux conseillers généraux ont individuellement pris position en faveur de la Journée nationale de la Résistance, tels MM Gérard Marquet, Robert Perrussan et Jean-Pierre Pujol, du Gers.

Autres appuis précieux, ceux de plusieurs **Inspecteurs d'Académie**. Ainsi, par exemple, M. Bernard

Lelouch, Inspecteur d'Académie du Tarn-et-Garonne, dans une lettre adressée à Jean Palis, président départemental de l'ANACR, lui écrit : " Je tiens tout d'abord à vous remercier pour l'attachement à la sensibilisation des jeunes à cette période historique fondamentale pour notre pays qu'a été la Résistance.

" Je consacre, chaque année, une particulière attention au bon déroulement, dans les établissements scolaires du département, du Concours National de la Résistance et de la Déportation. Je sais l'engagement du corps professoral en sa faveur. La qualité des devoirs collectifs et individuels réalisés par les élèves est régulièrement soulignée par le jury que je préside à cette occasion.

" C'est pourquoi, j'adhère sans réserve à la motion adoptée au Congrès départemental de l'ANACR, de faire du 27 mai, jour commémoratif de la création par Jean Moulin du Conseil National de la Résistance, Journée Nationale de la Résistance "

PARLEMENTAIRES

Dans nos précédentes éditions, nous avons publié les noms de plus de 250 parlementaires du Sénat et de la précédente législature de l'Assemblée Nationale. Nous mentionnons ci-dessous les prises de position d'autres sénateurs et celles de députés, ou anciennement élus mais qui ne s'étaient pas encore prononcés, ou renouvellement élus en 2002.

DEPUTES

- **Côtes d'Armor**
 - Jean GAUBERT (P.S.)
 - Marie-Renée OGOT (P.S.)
- **Tarn-et-Garonne**
 - Brigitte BAREGES (Union pour un Mouvement Populaire, UMP)
- **Haute-Vienne**
 - Daniel BOISSERIE (P.S.)
 - Alain MARSAUD (UMP)

SENATEURS

- **Allier**
 - Gérard DERIOT (UMP)

MUNICIPALITES

Dans nos précédentes éditions, nous avons publié les noms de centaines de municipalités de plusieurs départements s'étant prononcées par délibération en faveur d'une Journée Nationale de la Résistance le 27 mai, des maires d'autres faisant à titre personnel le même choix. Ci-dessous, nous publions une nouvelle liste...

- **Bouches-du-Rhône**
 - Aubagne.
- **Oise**
 - Montataire.
- **Haute-Savoie**
 - Combloux, Etrembières, Ville-la-Grand.
- **Côtes d'Armor**
 - Bégard, Canihuel, Camleze, Guingamp, Hillion, Jigon-les-Lacs, Lanmérin, Lanrivain, Locarn, Minihy-Tréguier, Penvenan, Plestin, Pleudaniel, Ploufragan, Plouguernevel, Plouguet, Fordic, Pluzunet, Pluzur, Rostrenen, Saint-aurent (près Bégard), Trédarzec, Trédrez, Tregonneau, Trémeloir.
- **Indre**
 - 63 conseils municipaux, dont ceux de Chateauroux, Le Blanc, Argenton, Buzançais, Ardenne, Valencay et Belâbre avaient, au 31 août dernier, pris une délibération en faveur de la création d'une Journée Nationale de la Résistance.
- **Nord**
 - Bachant, Leval, Noyelles-sur-Sambre
- **Haute-Vienne**
 - Dans notre numéro 1132-1133 de janvier-février 2002, nous avons publié une première liste de 24 municipalités de la Haute-Vienne ayant pris une délibération municipale en faveur d'une journée nationale de la Résistance le 27 mai. Ont depuis fait de même notamment les municipalités de : Ambazac, Amac-la-Poste, Chateaufort-la-Forêt, Chateauponsac, Cleux, Cussac, Droux, Eymoutiers, Laurière, Oradour-sur-Vayres, Royères, Saint-Bazile, Saint-Bonnet-de-Bellac, Saint-Junien, Saint-Léonard-de-Noblat, Saint-Mathieu, Saint-Sulpice-Laurière, Saint-Sylvestre.
- **Gers**
 - Aignan, Ansan, Avern-Bergelle, Barcelonne-du-Gers, Baran, Bars, Bassoues, Berdoues, Bernède, Bezein,

Biran, Blaziert, Blousson-Serian, Bonas, Boucagneres, Brugnens, Caedellan, Cahzac-sur-Audour, Castelnau-d'Angles, Castelnau-sur-Auvignon, Castelnau-d'Auzan, Castéra-Verduzan, Castex, Castillon-Débat, Castin, Caumont, Caussens, Ceran, Cezan, Clermont-Pouyguilles, Clermont-Saves, Cornellian, Crastes, Cravancères, Duran, Eclassan-Labastide, Estipouy, Estramiac, Faget-Abbatial, Flamarens, Fourcès, Fregouville, Gaudonville, Idrac-Respailles, Izotges, Ju-Bellac, Juillac, Laas, Labarère, Lagarde-Hachan, Lahitte, Lalanne, Lanepex, Lasserade, Lasseran, Lasseube-Probe, Le Houga, Lias d'Armagnac, L'Isle-Jourdan, Loussous-Débat, Maignaut-Tauzia, Manciet, Marambat, Maravat, Marcic, Masseube, Maulichères, Montaut, Merens, Miradoux, Miramont-Latour, Mirepoix, Monblanc, Montadet, Montferan-Saves, Monlaure-Bemet, Mont d'Astarac, Montégut, Montégut-Saves, Mont-de-Marsat, Mouchan, Mourède, Nizas, Noilhan, Nogaro, Pallare, Passac, Pavie, Pessoulens, Peyrussac, Grand, Plaisance-du-Gers, Ponsan-Soubiran, Pouyloubert, Préchac-sur-Audour, Pujadran, Puycaquier, Rejaumont, Riscle, Roquebrune, Sabazan, Saint-Antoine-de-Pont-d'Arratz, Saint-Antonin, Saint-Arroman, Saint-Arriales, Saint-Avit-Frandat, Saint-Blancard, Saint-Christaud, Saint-Cricq, Saint-Elix-Théus, Saint-Jean-Pied-de-Port, Saint-Loubes, Amades, Saint-Médard, Saint-Michel, Saint-Orens, Saint-Ost, Saint-Puy, Saint-Sauvy, Saint-Soulan, Sainte-Anne, Sainte-Aurence-Cazaux, Sainte-Christie, Salles d'Armagnac, Sansan, Sarcos, Sarant, Sauveterre, Savignac-Mona, Siescur et Floures, Segouille, Sion, Sirac, Solomiac, Tachieres, Tasque, Tiesse-Uraguon, Tourcouze, Tournou, Touran, Urdens, Vergolignan, Villersfranche-d'Astarac

• VAUCLUSE

Bedoin, Blauvac, Entraigues-sur-la-Sorgue, L'Isle-sur-la-Sorgue, La Roque-sur-Pernes, Methamis, Monieux, Montoux, Pernes-les-Fontaines, Sablet, Vaqueyras, Vaison-la-Romaine, Velleron, Venasque, Ville-sur-Auzon.

DIPLOME D'HONNEUR DE PORTE-DRAPEAU : NOUVELLES DISPOSITIONS

Par un arrêté en date du 30 janvier 2003 portant la signature de M. Hamlaoui Mékachéra, Secrétaire d'Etat aux Anciens Combattants, la délivrance du diplôme d'honneur de porte-drapeau fait l'objet de nouvelles dispositions élargissant à de nouvelles catégories de citoyens la possibilité d'être bénéficiaire de cette distinction honorifique.

Les conditions d'attribution

Peuvent dorénavant recevoir le diplôme " toute personne portant l'emblème national ayant accompli trois années au moins, consécutives ou non, de services de porte-drapeau "

" Peuvent bien entendu présenter des candidatures les associations d'anciens combattants, les associations des membres des ordres nationaux... des associations de mémoire combattante etc... de façon plus générale des associations oeuvrant pour la sauvegarde entre le

monde combattant et la Nation "

Il apparaît à la lecture de l'arrêté que, par exemple, les groupes d'Amis de la Résistance sont habilités à présenter des candidats.

Conformément au texte antérieur " sont exclus du bénéfice du diplôme les personnes déçus de leurs droits civiques ou condamnées à une peine afflictive ou infamante "

Il est certain que les mesures qui viennent d'être prises répondent au souci des Pouvoirs Publics et des associations et de faire en sorte que le caractère des cérémonies commémoratives puisse continuer à être rehaussé par la présence de porte-drapeaux dont le dévouement mérite le respect de tous.

Ceux qui n'ont toujours RIEN

Les questions relatives à la délivrance de ce diplôme nous amènent à penser aux résistants dont les services ne sont pas contestables mais qui n'ont à ce jour droit à rien, ni à un titre, ni à une carte, ni à un insigne..., ni à un simple diplôme.

Ainsi, une personne titulaire d'un Certificat d'Appartenance aux FFI modèle national, pièce officielle, homologation des services de l'intéressé par l'autorité militaire, faisant état de l'appartenance aux FFI pendant par exemple deux mois, n'a droit à aucune marque particulière de reconnaissance des Autorités de la République.

C'est la raison pour laquelle le dernier Congrès National de l'ANACR réuni à Nevers à la fin du mois d'octobre 2002 a demandé pour ceux qui peuvent prouver leur participation à la Résistance, mais qui ne réunissent pas les conditions exigées pour l'attribution de la Carte du Combattant ou de la Carte de Combattant Volontaire de la Résistance, l'attribution du Titre de Reconnaissance de la Nation ou d'un diplôme spécial.

Une décision allant dans ce sens permettrait la suppression des trop nombreuses injustices qui subsistent envers des hommes et des femmes qui n'ont reçu aucune reconnaissance officielle en dépit de leur attitude courageuse et souvent héroïque.

Près de 60 ans après la Libération, est-ce trop demander ?

AVIS DE RECHERCHE

Une plaque commémorative ainsi libellée : " Ici a été tué par les Allemands le FFI Albert Jean Fernand Lecoq, né le 25 février 1902, mort pour la France le 25 août 1944 " a été trouvée sur le bord de la route nationale 10 par un habitant de Cloyes-sur-le-Loir (28). Il est demandé à toute personne l'ayant connu, et pouvant situer le lieu où il a été tué, d'écrire à notre journal.

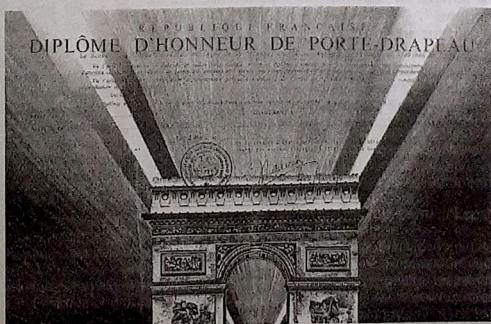
Recherche Gomez, Villaret et autres anciens du maquis Villeschelon/campagne Vincent, Nord-Allier. Contacter Jean Bévin, 9 allée Darin, 91600 - Savigny-sur-Orge. Tel : 06.62.71.34.48, pour laisser un message.

Recherchons son nom et parcours... Supposé venant de la brigade de gendarmerie de Montlison (42), il commandait fin 1944 l'école de perfectionnement des cadres FFI de Chatel-Guyon (63), muté ensuite en Indochine. Adresser toute correspondance à M. Marcel Scrinche - Corbès - 42130 Marciac-le-Châtel.

Recherche renseignements sur mon grand-père le lieutenant Parout, d'origine alsacienne et parti en Dordogne en 1940. Adresser toute correspondance à Marie-Agnès Kopp - 3 place Henri Dunant - 67000 Strasbourg.

La ville de Saint-Jacques-de-la-Lande recherche des membres des familles des jeunes résistants fusillés de la Butte de la Mitière - Saint-Jacques de la Lande - le 30 décembre 1942. Ecrire à Véronique Besseau, ville de Saint-Jacques-de-la-Lande - B.P. 90525 - 35205 Rennes cédex ou lui téléphoner au : 02.99.29.75.47.

" Qui peut témoigner du passage de jeunes gens de 18 à 21 ans à la caserne Roccahy à Saint-Malo entre 1939 et 1945. Qui sont-ils devenus ? " Ecrire à Mme Lucienne Rolland - ANACR 95 - 9 bis rue Roger Salengro - 95230 Solsy-sous-Montmorency.



LA VIE DE L'ASSOCIATION

HAUTE-SAVOIE

Le Savoy-Léman a repris, depuis la Libération, sa vocation d'Ecole hôtelière. Mais un mur nous rappelle que ce fut, début 1944, le siège de la Milice d'où ont été incarcérés, torturés, condamnés à mort des patriotes de la Résistance.

Janvier 1944, la Haute-Savoie est en état de siège. La répression de la Milice et des GMR (Groupes Mobiles de Réserve) fait rage. Le chef de bataillon FTPF, Maurice Flandin (alias Blanchard) transfère à Fêternes son PC.

Le 20 février, cerné de toutes parts, le groupe se défend héroïquement. Des traîtres tombent sous les balles des résistants, d'autres sont faits prisonniers. Maurice Flandin est fait prisonnier ainsi que Léon Besse (Lon-Lon) ancien de Dunkerque. Déporté, il mourut dans un camp. René Bernicourt, blessé grièvement, se donna la mort afin de ne pas tomber dans les mains de ses bourreaux sanguinaires. André Julius est fusillé sur place après avoir été traîné dans les rues du village au bout d'une corde. Julien Mouille subit un horrible calvaire. Transféré à Annecy, condamné à mort, il sera fusillé à Sévigny le 8 mars, aux côtés de Jean Moenne. Le feu a été mis par la Milice à plusieurs fermes.

Maurice Flandin, enfermé dans les caves du Savoy-Léman, interrogé, ne parle pas. Et pourtant, il connaît beaucoup de noms de responsables de la Résistance. Ni les coups, ni la torture ne viennent à bout de son indomptable volonté et de son courage. A plusieurs reprises, les miliciens viennent le chercher, le soulevaient brutalement et le laissent retomber sur le sol en ciment. Alors, ils vont employer un moyen ignoble pour tenter de le faire parler : sa femme est arrêtée, ils l'emmènent au lieu de torture, elle doit assister à l'agonie de son mari. Mais, pas un mot, pas un nom ne sort des lèvres tuméfiées de Maurice. Ils murent deux bons jours à la faire mourir. S'acharnant sur son cadavre, ils ne virent même pas qu'il était mort.

Ange Angeli, prisonnier, survivant de la bataille de Foyes, subit lui aussi d'affreuses tortures au Savoy-Léman. D'autres prisonniers connurent aussi les coups, les tortures. Cinq d'entre eux : Marius Bouvet, Jean Genoud, André Grepillat, Jean Tallieu, René Trolliet seront fusillés le 26 février, avec Ange.

Dimanche 24 février dernier, la cérémonie anniversaire de cette fusillade a rassemblé un grand nombre de personnes. M. Berchet, au nom de la Résistance, a prononcé une allocution rappelant ce mois de février 1944, l'état de siège, les attaques de la Milice et des nazis, les cours martiales condamnant à mort les résistants sans possibilité de défense. "En saluant tous nos fusillés, devrait-il conclure, nous remplissons un devoir de souvenance et de vigilance. Ne dormons pas sur ces vieux lauriers tachés du sang des résistants du Chablais. Que le bruit des skis sur la neige des jours heureux de notre paix n'étouffe pas les cris et les sautes de février 1944".

AVEYRON

Jean-Jacques Anquetin trouva la mort près du village de Lagarigue, commune de Campuac, le 16 août 1944, alors que les troupes d'occupation tentaient de franchir le Lot à Entraygues. Les habitants du village de Lagarigue ayant, sous l'impulsion de René Carmarans, décidé l'érection d'une stèle de granit pour commémorer son sacrifice, celle-ci fut mise en place le 16 août 2002.

L'inauguration officielle eut lieu le 1^{er} septembre suivant, avec la participation de plus de 300 personnes, dont une délégation du Cantal (le maquis Fred, dont faisait partie Jean-Jacques, étant issu de ce département). 24 porte-drapeaux entourèrent avec leurs présidents la stèle.

La cérémonie était présidée par M. le sous-préfet André, entouré d'Yves Censi, député, des conseillers généraux et Simone Anglade, de M. Romieu Delfieux, maire de Campuac, de P. Batut de l'ANACR Nord et de Sylvain Diet, président départemental de l'Aveyron. On remarqua la présence de M. le capitaine de gendarmerie Laurent Deschatrete, d'un piquet d'officiers, des maires et conseillers des communes avoisinantes, de Mmes Barbara Moustie, directrice de l'ONAC, et Kristel Fabre, de M. Pierre Mourier, délégué général du Souvenir français et "Ami de la Résistance". Les résistants et déportés du bassin houiller étaient venus nombreux, avec le président Mouysset, chef de Rodez avec M. Campergue, il y avait le comité de Capdenac représenté par M. Gleye, Mme Lator, de Villefranche et bien sûr ceux d'Espalion et du Nord-Aveyron entourant Maurice Marty, dernier survivant du maquis Fred.

René Carmarans fit l'historique du 16 août 44 évoqua le courage d'une femme, la mort de Jean-Jacques Anquetin. M. Diet, au nom de la Résistance, souligna la symbolique de la stèle. M. le Préfet enfin tira les leçons d'une cérémonie riche d'émotion.

VENDÉE

L'assemblée générale de l'ANACR Vendée s'est tenue le samedi 22 mars 2003 dans la salle des conférences de l'abbaye, aux Sables-d'Olonne. Prisent place à la tribune Gilbert Gross, président départemental, Jacques Meunier, vice-président et trésorier, MM. Jean-Pierre Masseret, sénateur de Moselle, ancien Secrétaire d'Etat aux Anciens Combattants, invité d'honneur, Raymond Saulnier, membre du Bureau national. M. Louis Guédon, député-maire et Gérard Faugeron, conseiller général, retenus par les obsèques d'un adjoint, rejoignirent en fin de séance.

Parmi les invités, citons MM. Thierry Daverdisse, directeur départemental de l'ONAC de Vendée, Armand Fort, président de l'UDAC de Vendée, Mme Jeanne Blouin, déléguée des anciens de Libé-Nord en Vendée, et de nombreux présidents d'associations d'anciens combattants (UNC, Moin de 20 Ans, FNCV, FNACA, Médailles Militaires, Veuves de Guerre, Croix Rouge, etc.).

Le président Gilbert Gross accueillit les participants et fit part des excuses des maires du Château et de l'île d'Olonne, des généraux Delbos, Raiffaud et Schwerdtfeger, dont la présence était annoncée.

Le vice-président Jacques Meunier présenta le rapport moral, déplorant plusieurs décès récents mais se félicitant d'une légère progression au niveau des "Amis de la Résistance". Le rapport adopté à l'unanimité, il présenta ensuite les comptes : les finances sont saines, et ce rapport fut également adopté à l'unanimité.

Raymond Saulnier rappela les buts de l'ANACR, ses moyens et ses actions diverses, sa bataille pour ce 27 mai, insista sur la nécessité de renforcer les "Amis de la Résistance" afin de remplir notre rôle en ce qui concerne le devoir de mémoire.

L'ancien ministre Jean-Pierre Masseret fit un tour complet des problèmes actuels du monde combattant, et exposa les positions des gouvernements, l'ancien et l'actuel, quant aux problèmes des dates, comme le 19 mars ou pour la Journée de la Résistance en mai. Il termina par un encouragement à poursuivre le travail que nous avons engagé vers les jeunes générations.

A l'issue de la réunion, les participants se retrouvèrent tous devant le Monument aux morts de la ville des Sables-d'Olonne où deux gerbes seront déposées.

Puis tout le monde participa dans la grande salle d'honneur de la mairie à un vin d'honneur offert par la municipalité.

Le président Gilbert Gross remercia le député-maire Louis Guédon et son équipe, les anciens combattants et leurs responsables étant toujours reçus avec amitié et efficacité aux Sables-d'Olonne.

Gérard Faugeron encouragea à poursuivre l'action et remercia le président Gross d'avoir rappelé qu'il adhère aux "Amis de la Résistance". Saluant d'ailleurs avec émotion la présence de Jeanne Blouin-Bardy, une grande dame de la Résistance, figure exceptionnelle de la Résistance aux Sables-d'Olonne (Libé-Nord) et également membre de l'ANACR.

Le député-maire Louis Guédon tira les conclusions de cette journée, fier de voir dans sa ville la présence très active des anciens combattants de toutes les générations du feu, unis dans le comité de coordination des associations d'anciens combattants, que la ville continuera de soutenir par tous les moyens. Puis, par sympathie et courtoisie, il pria le sénateur Masseret de dire quelques mots avant de clore.

HAUTE-SAVOIE

Dimanche 19 janvier a eu lieu la commémoration de l'anniversaire de l'assassinat, par les nazis, de Richard Andres et Léon Bouvard.

C'est en effet le 18 janvier 1944 que Richard Andres, coiffeur à Annecy et résistant de la première heure, reçut la mission d'aller récupérer un poste émetteur-radio endommagé, dans la région de Thônes. Il demanda à Léon Bouvard de l'accompagner. De Naves, où ils font une halte, ils repartent en direction d'Annecy. Il est 17 h 20. Mais, à la hauteur de Sur-les-Bois, un barrage a été établi. Léon, qui conduit la 202 Peugeot, tente de faire marche arrière. Sans aucune sommation, les mitrailleuses crépitent. Les corps de Richard et de Léon seront déposés au local des pompiers de Sur-les-Bois par les habitants du village.

Chaque année, une commémoration très solennelle et émouvante est organisée par l'Amicale de la Résistance espagnole à la stèle érigée au hameau de Sur-les-Bois, commune d'Annecy-le-Vieux. C'est aussi une manifestation d'union entre résistants français et espagnols.

De la guerre d'Espagne, avec les Brigades Internationales qui ont, aux côtés des Républicains espagnols, lutté pour défendre la jeune République espagnole, à la Résistance en France où les résistants espagnols ont tenu une large place, c'est une continuité dans l'union qui ne s'est jamais démentie.

ISÈRE

La conférence organisée par le comité cantonal ANACR de Pont-de-Beauvoisin et l'Association du Musée de la Résistance pontoise sur le thème "les jeunes dans la Résistance" a connu un vif succès largement développé dans le *Dauphiné Libéré*, du 26 octobre. Les 500 sièges mis en place par les responsables des deux associations étaient presque tous occupés par les lycéens et collégiens des établissements pontois et leurs professeurs.

Around du président Bernard Bellemain avaient pris place Alfred Rolland et Alfred Tarelli, deux résistants, Jean Daniel Berger, résistant et auteur de "Pour un essai de guépes" retraçant l'activité de la Résistance dans la région de Vienne, Franck Pavloff, écrivain et auteur de "Matin Brun", et André Boissieux secrétaire du comité ANACR Au premier rang du public, Martine Peters, présidente des "Amis de la Résistance", parmi les jeunes, le secrétaire principal de la mairie pontoise représentant le maire en déplacement.

Dans des exposés détaillés et écoutés avec ferveur par une jeunesse avide de connaissance, les intervenants s'employèrent à démontrer l'origine de la Résistance dès juin 1940, après la défaite, sa motivation face à Vichy et l'occupant, ses actions dans la clandestinité et ses faibles moyens devant une armée bien organisée.

Une leçon d'histoire pour ne pas oublier et entretenir la mémoire, un vœu pieux repris par les "Amis de la Résistance" en la personne de la présidente départementale et du responsable local, Michel Vandel, dont le dialogue avec les jeunes (ancien prof, il les connaît bien) a suscité un échange de questions - réponses très pertinentes avec les intervenants.

CHARENTE

L'assemblée générale du comité du canton de Chabanais a eu lieu le dimanche 9 février 2003 à Saugond, en présence de M. Désaphy, maire de la commune, J.M. Jude, conseiller général, Camille Dogneton, président départemental de l'ANACR, ainsi que de plusieurs responsables des comités voisins. Une soixantaine d'adhérents et d'Amis assistaient à cette assemblée.

La présidence est assurée par le secrétaire. Après une minute de recueillement pour les camarades décédés, le maire de Saugond souhaita la bienvenue dans sa commune.

Avant le rapport d'activité, Aimé Guilloumy rappela le coup de main de Saugond du 27 novembre 1943 : ce jour-là, 17 maquisards firent prisonniers 30 GMR et en tuèrent 3 qui voulaient se défendre. Une prise importante d'armes et de munitions, ainsi qu'un camion, une voiture et une moto, furent récupérés, ce qui permit d'armer des maquisards camouflés dans le coin. Le rapport d'activité fit ressortir une baisse d'adhérents. Nous sommes encore 69 et 20 Amis.

Nous avons assisté avec notre drapeau à toutes les manifestations concernant la Résistance et les anciens combattants. Nous participons, encore cette année, au Congrès départemental qui se déroulera sur notre secteur, à Etagnac, le jour de l'Ascension, le jeudi 29 mai prochain.

Le rapport financier de Marcel Navaud fit ressortir une bonne gestion. Jean-Marie Judde, conseiller général et Ami de l'ANACR, nous encouragea à bien faire connaître l'action de la Résistance dans la Libération de notre pays contre le nazisme, surtout auprès des jeunes et en particulier chez les étudiants.

Puis Camille Dogneton insista sur le congrès de Nèvers qui fut une grande réussite, également sur le réaménagement de l'organisation du Musée de la Résistance afin que celui-ci perdure. Il insista également sur l'organisation du Concours de la Résistance et de la Déportation. Il retraça enfin l'activité départementale de notre association.

DORDOGNE

En 1939-40, l'entreprise G.C.B. (Génie Civil et Bâtiment) dans laquelle Henri Brives travaillait a construit sur son emplacement 4 baraquements H.B.M. destinés à recevoir des réfugiés de Strasbourg.

Cet endroit servira de camp de transit les 26 et 27 août 1942 pour les personnes juives raflees en Dordogne. Ce seront 151 personnes, en même temps que 91 autres au Château du Roc au Change, dont 29 enfants, qui y seront parqués.

Le gouvernement de Vichy les livra ensuite aux nazis, direction Auschwitz via Nexon et Drancy. Deux survivants seulement, originaires de Strasbourg, ont pu s'évader.

Après ces événements, Henri Brives, requis par le STO, est envoyé en Allemagne ; il sera arrêté pour cause de résistance, puis déporté à Buchenwald et à Dachau.

Ce 11 novembre 2002, s'est enfin réalisé l'objectif qu'il s'était fixé depuis longtemps : l'inauguration d'une plaque commémorative à l'endroit même où se trouvait l'entrée de son entreprise et les baraquements du camp...

JURA

L'ANACR de donner un éclat particulier à son assemblée générale de mai 2003, au cours de laquelle l'Association des Amis pourrait voir le jour officiellement, avec la participation de personnalités locales et nationales. Cette célébration pourrait être accompagnée de la projection d'un film sur la Résistance ou tout autre manifestation.

La ville de Lons-le-Saulnier ayant été décorée de la Croix de guerre avec Etoile d'argent pour faits de résistance, nous nous proposons de réunir les illustrations, textes, témoignages, documents... nécessaires, afin que le 60^e anniversaire de la Libération (25 août 2004) soit marqué d'une façon éclatante et durable. Pourquoi ne pas envisager, par exemple, la pose en façade de l'Hôtel de ville d'une réplique en bronze de la Croix de guerre ?

Le département du Jura compte 25 autres communes petites et grandes décorées de la Croix de guerre, ainsi que 45 titulaires d'un diplôme d'honneur, pour faits de résistance. Ne conviendrait-il pas, à partir de là, en concertation avec le département et les communes concernées, d'honorer avec éclat l'importance des combats jurassiens de la Libération et les souffrances encourues. Cette question est à l'étude. Ce pourrait être une initiative de l'ANACR.

VIENNE

Deux années de travail intense de deux camarades de l'ANACR, Marc Fuseau et Jacques Papineau, au sein du comité de pilotage présidé par M. Gérard Pichot, du Conservatoire de la Résistance, ont été nécessaires à la préparation des "Chemins de la Liberté" inaugurés le 28 septembre 2002. Le préfet de la Région Poitou-Charente, M. Jean-Pierre Richer, présidait la cérémonie sur chaque site.

Les "Chemins de la Liberté" comportent sept sites : Le premier est à Saint-Sauvant ; le deuxième au camp d'internement de Rouillé, d'où 52 patriotes furent libérés le 8 juin 1944 ; le troisième à la flamme de la Liberté en hommage à la Résistance et à Marcel Papineau, au lieu dit "le Chêne" ; le quatrième au Mémorial de Vaugeton, en souvenir des 31 maquisards fusillés ou tués au cours des combats du 27 juin 1944, en forêt de Saint-Sauvant ; le cinquième est devant les ruines de la ferme de la Branlerie, P.C. du maquis ; le sixième à la stèle élevée sur le lieu où furent fusillés le 7 juillet les 30 SAS britanniques et le pilote américain. Découverts après la Libération, leurs corps furent inhumés au cimetière de Rom dans les Deux-Sèvres (septième site).

Le cérémonial a été identique sur chaque site, à savoir : dévoilement d'un pupitre et lecture du texte apposé en français et en anglais, honneurs militaires, dépôt de gerbes.

Plus de 600 personnes ont assisté à ce parcours du souvenir, dont les autorités civiles et militaires des deux départements, les anciens combattants, résistants et maquisards ; parmi ceux-ci, de nombreux adhérents du comité ANACR de la Vienne accompagnaient leur président.

Pour cet événement une délégation d'anciens parachutistes anglais du 1^{er} SAS, conduite par le major Schofield, un des grands témoins de 1944, avait fait le déplacement. Parmi eux, d'anciens rescapés du commando Tomkins, dont 30 membres avaient été exécutés par les Allemands. Georges Biffin, parachutiste sur Airvault en juin 1944, pris par les Allemands, disparu et retrouvé cinquante ans plus tard, était également présent.

Venu d'Australie, le petit-fils du major Tomkins, Peter, âgé de 15 ans, et sa famille ont représenté leur grand-père. C'est lui qui a dévoilé le mémorial SAS en forêt de Saint-Sauvant et lu le pupitre. Six membres de la famille de Lincoln Bundy, pilote américain fusillé, avaient fait le voyage de l'Utah pour assister à ces cérémonies.

Avec les "Chemins de la Liberté", devait déclarer M. Remi Gault, Maire de Rouillé, "nous donnons un nouvel élan au souvenir, à la commémoration, à la reconnaissance, mais également, à la mémoire collective afin que tous ceux qui ont souffert, risqué et donné leur vie ne soient jamais oubliés".

Au mémorial de Vaugeton, le colonel (h) Charles Dubois (alias "Christian") après avoir exprimé notre reconnaissance envers les Alliés et rendu hommage aux familles des victimes, concluait en ces termes : "Du camp de Rouillé à la forêt de Saint-Sauvant, marquée par l'histoire depuis les Romains et la Guerre de Cent ans - de la flamme de la Liberté incarnant la Résistance et le souvenir de Marcel Papineau - du mémorial de Vaugeton élevé à la mémoire des 31 victimes des combats du 27 juin - de la stèle marquant le lieu de supplice des 30 SAS britanniques et du pilote américain qui reposent au cimetière de Rom : 62 martyrs, de six nationalités différentes, ont bien mérité qu'en hommage à leur sacrifice leur soient dédiés ces "Chemins de la Liberté" qu'en 1944 nous avons ouverts ensemble".

LOT-ET-GARONNE

C'est à Laparade que s'est tenue le 11 janvier l'Assemblée générale des anciens résistants de l'ANACR et de leurs "Amis".

Après un repas fraternel, ils se rendaient au mur des fusillés pour témoigner leur reconnaissance à leurs camarades victimes de la barbarie de l'occupant. Les participants se retrouvaient ensuite à la salle de "La Capitainerie" à Castelmoron.

La réunion, animée par Pierre Montes, co-président départemental, débuta par les vœux traditionnels présentés par le président Claude Gache. Un hommage étant rendu par l'assemblée à Franck Labrouillière et à Jacques Dargaignaratz, tous deux décédés au cours de l'année écoulée.

Dans son allocution, le président rappela qu'au fil des ans, les anciens résistants étaient de moins en moins nombreux. Il lança un appel aux jeunes pour qu'ils viennent rejoindre les "Amis de l'ANACR" et prendre le relais pour la défense des valeurs de la Résistance. Il encouragea ses camarades à intensifier leurs actions auprès de la jeunesse, leur expliquer le combat des anciens résistants pour la reconquête des valeurs, les inciter à la vigilance face à la fragilité de notre démocratie. Il souligna l'importance de la "Journée de la Résistance" dans la transmission du savoir et de la vérité historique.

Avant de présenter le rapport d'activité du comité, le secrétaire, Pierre Pons, souhaita un prompt rétablissement à leur président départemental, Jean Mirozue et regretta l'absence, pour raison de santé, de leur président d'honneur, André Dieulafait. Suite à l'énumération des commémorations et réunions auxquelles le comité était représenté, il insista sur la nécessité de réagir face à la recrudescence du fascisme, de la xénophobie et du racisme.

Pour confirmer ses inquiétudes, il rappela le résultat, à priori impensable, du premier tour de l'élection présidentielle, dont le manque d'information est une des principales causes. Il rappela également tous les actes de vandalisme perpétrés à l'encontre de différentes communautés. Il développa ensuite plusieurs points tels que : la défense des valeurs de la Résistance, la bataille pour la reconnaissance des droits des résistants, l'incompréhensible devoir de mémoire et le besoin impérieux de recruter des "Amis" et de les intégrer dans toutes activités de l'association, car c'est eux qui continueront à perpétuer les idéaux de la Résistance. Il souligna l'importance de la Journée de la Résistance, qui, cette année revêt un éclat particulier étant donné que c'est le soixantième anniversaire de la première réunion du Comité National de Libération.

Il informa l'assistance de la tenue du prochain congrès départemental qui se déroulera à Marmande le 13 avril prochain.

Raymond Lafont, trésorier cantonal, présente ensuite le rapport financier du comité. Des chiffres, il en ressort un bilan légèrement positif. Les anciens membres du bureau, ainsi que les représentants au Comité Directeur, étaient reconduits dans leur fonction respective. Pierre Montes fit une intervention sur le devoir de mémoire, la vérité historique, la défense des droits des résistants, et le prix de la Résistance, insistant sur le caractère apolitique de l'ANACR et sur la définition de la Journée du 27 mai. Il évoqua ensuite le Centre de Convalescence Deslestraint-Fabien, magnifique réalisation de l'ANACR.

HAUTE-GARONNE

Le samedi 2 décembre 2002, le comité départemental procédait à la remise des cartes 2003 dans les locaux mis à sa disposition par la municipalité de Toulouse, avec une bonne et belle assemblée d'adhérents et d'Amis.

Après le rappel ému des camarades disparus en cours d'année, et un hommage à leur mémoire, et avoir excusé le président délégué Jean Bories, absent pour raison de santé, Charles Mazet, secrétaire départemental fit ensuite un tour d'horizon sur l'activité du comité au cours de 2002, en signalant que notre présence à toutes les manifestations et cérémonies ainsi que nos manifestations spécifiques nous plaçaient en très bonne place parmi les associations en Haute-Garonne.

Signaux la présence des personnalités de Toulouse dont certaines ont pris la parole pour nous signifier leur plaisir d'être à nos côtés : M.M. Serge Marty, directeur départemental de l'Office des ACGV, Gérard Bapt, député de la Haute-Garonne, Cotonat, adjoint au maire de Toulouse, Jean Maubec, délégué du maire de Toulouse au A.C.V.G., Jean-Jacques Mirassou, vice-président du Conseil général, le capitaine Bourhis, représentant le délégué militaire départemental et les présidents d'associations : M.M. Leroy, Clave, Ramos, Romano, Tonelli, Fernandez, Laurent.

ISÈRE

Le 7 novembre a eu lieu à la mairie de Saint-Martin-d'Hères la réception des lauréats du Concours 2002 de la Résistance et de la Déportation, élèves de 3^{ème} du Collège Fernand-Léger l'an dernier. Cette sympathique réunion était organisée par la municipalité avec la participation des associations locales de l'ANACR et de la FNDIRP, en présence du principal et des professeurs concernés. Ceux-ci furent remerciés pour leur soutien au Concours.

Les lauréats et lauréates, félicités par le maire, René Proby, et les présidents des deux associations reçurent des livres et souvenirs et furent invités avec toutes les personnes présentes à partager les rafraîchissements offerts par la municipalité, ainsi qu'à poursuivre leurs travaux pour approfondir la connaissance de la Résistance.

NOS DEUILS • NOS DEUILS • NOS DEUILS

Chaque mois, les comités de l'ANACR ont à déplorer le décès de vaillants camarades qui se distinguèrent dans les combats de la Résistance et de la Libération.

La Direction nationale de l'association et son journal adressent aux familles et amis des disparus, leurs condoléances et l'expression de leur fraternelle affection.

Louis VAUX (Corrèze)

Dirigeant durant de longues années du comité de Tulle et du comité départemental A.N.A.C.R. de la Corrèze, Louis Vaux était devenu membre du Conseil National de l'ANACR au congrès de Clermont-Ferrand en 1986, et membre du Bureau National au congrès de Blois en 1988. Il le restera jusqu'en 1996, en devenant alors membre honoraire. Louis Vaux était entré fin 1943 en Résistance au sein de l'Armée Secrète (A.S.) de Haute-Corrèze ; son frère, ayant suivi un parcours semblable, sera tué sur le front d'Alsace dans les rangs de la 1^{re} Armée. Ingénieur des Travaux Agricoles, Louis Vaux fut conseiller municipal de Tulle, et était chevalier de la Légion d'Honneur et Officier du Mérite National.

Henri KRASUCKI (Paris)

Né en 1924 à Wolomin, petit village de la banlieue industrielle de Varsovie, dans une famille ouvrière juive de militants communistes, il arrive en 1926 en France avec ses parents fuyant les persécutions. Fréquentant le patronage ouvrier de la Bellevilloise à Paris, il y rencontre Pierre Georges, le futur colonel Fabien, Roger Trugnan, futur compagnon, avec Sam Radzinski, de Résistance et de Déportation. Adhérent aux Jeunesses Communistes à 15 ans, il participe à leurs activités clandestines dès les débuts de l'Occupation nazie : lancers de tracts puis sabotages et, après le "coup de feu de Fabien" à Barbès, actions armées. Arrêté le 23 mars 1942, torturé, livré à la Gestapo, incarcéré à Fresnes puis à Drancy, il est déporté à Birkenau, camp annexe d'Auschwitz. En janvier 1945, il effectue avec Roger Trugnan et Sam Radzinski la "Marche de la Mort" vers le camp de Buchenwald, où il participe avec eux à l'insurrection libératrice. Libéré, il est de retour à Paris le 1^{er} mai 1945. Lieutenant FFI-FTP, il reprend un travail d'ouvrier métalliste. Syndicaliste, il deviendra en 1949 secrétaire de l'UD-CGT de la Seine ; entré au bureau confédéral de la centrale syndicale en 1961, il en deviendra le secrétaire général entre 1982 et 1992. Il fut aussi membre de la direction du Parti communiste. Depuis sa retraite, il était très présent sur le terrain de la transmission de la mémoire.

Marie LE HYARIC, Emmanuel LABOUX (Morbihan)

Membre du bureau du comité ANACR Pays de Lorient, Marie Le Hyaric est brutalement décédée. Pendant l'Occupation, la famille de Marie était installée à Saint-Barthélemy, où sa mère exploitait un petit commerce. La vie est rude pendant ces années noires. 1942 - 1943 des réfractaires au STO trouvent le gîte et le couvert dans l'accueillante maison, puis ce seront les premiers résistants qui feront étape à Saint-Barthélemy. Marie Le Hyaric, recherchée par la Gestapo, est placée dans le secteur, c'est là qu'il fera la connaissance de Marie, chargée par sa mère d'apporter de la nourriture au résistant pendant plusieurs jours. Marie guidera celui qui allait devenir le Commandant Pierre des FFI. Elle assumera aussi diverses missions. Marie Le Hyaric était titulaire des croix du Combattant et de CVR.

Engagé volontaire dans la Résistance au 4^e bat. FFI du Morbihan, Emmanuel Laboux participa à des opérations contre l'occupant dans le secteur de Gueltas. Il combat ensuite sur le front de Lorient, où il est grièvement blessé le 26 septembre 1944 à Kernivnac. Il est titulaire de la Médaille militaire et de la croix de Guerre.

L'ANACR du Morbihan a aussi déploré la disparition de Jean-André DANIEL ("Dédé"), engagé dans la Résistance dans la région de Pluvigner, qui participa avec le 4^e bat. aux combats de la Libération, combattit sur le front de Lorient et qui était titulaire des Croix du Combattant et de CVR, et celle d'Eugène GAUTIER, ancien du maquis, titulaire de la Croix du Combattant.

Lazare GEBLER (Puy-de-Dôme)

Lazare Gebler était né en 1920 à Strasbourg (Bas-Rhin). Résistant de la première heure, membre du premier Corps franc d'Auvergne (1943), il avait participé aux combats du Mont-Mouchet (2-10-11 juin 44) et du réduit de la Truère (20-21 juin 44). Il était Chevalier de la Légion d'Honneur, Croix de Guerre 1939-1945, Médaille de la Résistance (décret du 15/10/1945 - J.O. du 20/10/1945), Croix du Combattant volontaire de la résistance.

L'ANACR du Puy-de-Dôme a été endeuillée par les décès de Jean LACOMBE (Comité Zone 12) et par celui de Louis JULLIARD, ancien du combat du Pont-du-Fraysse (août 1944).

Jean FAUGERAT (Charente)

Né en 1919 à Vermeuil-sur-Charente, Jacques Faugerat était instituteur quand la guerre commença. Mobilisé, contraint aux camps de jeunesse, il refusa le S.T.O. et s'engagea dans la lutte clandestine. Rejoignant les maquisards de "Foch", il sera de tous les combats du Nord-Charente. Après la Libération, à laquelle il prit part, il fut un enseignant de conviction et était le secrétaire de l'Amicale "Foch".

Léontine BONVALLET (Vienne)

Lieutenant "Violette" dans la Résistance, Léontine Bonvallet, veuve du capitaine "Anatole", est décédée début février 2003. Elle était présidente d'honneur du comité ANACR de la Vienne.

NORD

Une délégation allemande invitée par l'ANACR 62 pour la commémoration de la citadelle d'Arras est venue se recueillir sur le lieu d'exécution des 68 fusillés du Fort de Bondue. Elle a été reçue par l'Association du Fort et par l'ANACR, au nom de laquelle notre ami Pierre Charret leur souhaita la bienvenue et rappela la dure occupation nazie et le combat des résistants du Nord, aux premiers rangs desquels les mineurs qui organisèrent la grande grève de mai 1941 et subirent une terrible répression mais ouvrant la voie à la Résistance populaire.

Les 50 participants, membres du comité antifasciste de Duisbourg et Herzen affirmèrent leur totale solidarité avec notre combat pour la mémoire et contre toute résurgence du nazisme. Puis, ils allèrent fleurir le monument aux fusillés.

Gérard JOUANLANNE (Rhône)

Membre associé du Conseil National de l'ANACR et de la Commission nationale des Amis, Gérard Jouanlanne nous a quittés dans sa 74^e année. Epoux de Monique Jouanlanne, membre associée du Bureau National, Gérard, héliographeur de profession, était d'une famille résistante. Son frère Henri fut déporté dans un des Kommandos du camp de Dachau, Allach, d'où il ne revint pas. Militant de la FNDIRP, c'est au sein du Musée de la Résistance et de la Déportation de Vénissieux que Gérard rencontra l'ANACR, ce qui, comme Monique, le conduisit à rejoindre les "Amis de la Résistance" dès leur création en 1970. Membre des bureaux locaux et départementaux de l'ANACR, membre de la Direction départementale des "Amis", qu'il contribua à développer dans le Rhône, il était devenu membre associé du Conseil National au congrès de Saint-Brieuc en 2000.

Paul-Armand TORCHON, Charles-Louis CROES (Nord)

Disparu à 77 ans, Paul-Armand Torchon était un ancien résistant creusois, un des fondateurs du détachement FTP "René Laforgue" formé par les normaliens au Lycée de Quierzy (28) en 1943. Il avait participé aux combats de la Libération en Creuse avec les maquis AS et pris part notamment à l'embuscade d'Ajain avec le corps franc de "Jojo Fossey".

Ancien combattant et prisonnier de guerre 39/45, évadé, Charles-Louis Croes était un ancien résistant W.O., Croix du Capitaine Michel. Il est décédé à l'âge de 80 ans.

Marcel BERAÏN (Var)

Secrétaire de la section ANACR de Fréjus-Saint-Raphaël, Marcel Beraïn, ancien de la "Brigade indépendante Alsace-Lorraine", était décoré de la croix de CVR et de la médaille de Combattant Volontaire 39-45. Membre de la Faval, section Mosellane, il fit une carrière de professeur, qu'il termina à l'École Supérieure du Luxembourg.

René GIFFON, Henri PELUX (Ain)

René Giffon est décédé à l'âge de 79 ans. Membre du bureau départemental de l'A.N.A.C.R. - Ain, il était aussi depuis 50 ans trésorier du comité d'Oyonnax. "Bébert" du camp Roland des maquis de l'Ain/Haut-Jura, il participa à des actions périlleuses avant d'intégrer l'armée des Alpes (hiver 44/45), puis il fera la campagne d'Autriche jusqu'à la fin de la guerre. Auteur d'un document sur un jeune maquisard, René Giffon était titulaire des Croix du Combattant et de C.V.R.

L'ANACR de l'Ain déplore aussi la disparition de Henri PELUX, qui était Croix du Combattant et C.V.R.

Félix BODENAN (Ille-et-Vilaine)

Retraité de la SNCF, Félix Bodenan, Combattant Volontaire de la Résistance, avait été déporté à Mathausen. Militant de l'ANACR, de la FNDIRP et de l'ARAC, il était chevalier de la Légion d'Honneur, titulaire de la Médaille Militaire et de la Médaille de la Résistance, de la Croix de guerre avec Palme. L'ANACR d'Ille-et-Vilaine a aussi été éplorée par la disparition de Charlotte GUILLET, de Saint-Malo, et de Marie Colas de Fougères.

René MAÏSONS (Bouches-du-Rhône)

René Maisons 86 ans n'est plus. Volontaire pour défendre l'Espagne républicaine, résistant, membre du mouvement "Combat", capitaine FFI, déporté à Buchenwald, il était officier de la Légion d'Honneur et médaille de la Résistance.

Yves DONNART (Finistère)

Né à Audierne en 1924 c'est au cours de ses études à Quimper qu'il Yves Donnart s'implique dans la Résistance et entre dans un réseau. Le parachutage le 27 juillet 44 ayant été dénoncé, il est arrêté avec d'autres résistants et interné à la prison St-Charles de Quimper où tous subissent de mauvais traitements. La libération de Quimper ayant eu lieu une dizaine de jours plus tard, les Allemands abandonnent la prison, leur permettant ainsi d'échapper à un destin tragique. Yves Donnart, libéré rejoint le maquis et participe à nouveau au combat et à la libération d'Audierne le 20 septembre. Il s'oriente ensuite vers l'armée, ce qui le conduira en Indochine puis en Algérie. Plus tard, il encadrera les élèves au Prytanée Militaire de La Flèche et intèrera l'armée Officière de la Légion d'Honneur avec le grade de Colonel.

Jacques MAURY (Gers)

Jacques Maury était président d'honneur de l'ANACR du Gers, dont il était le fondateur et dont il assura la présidence effective de 1995 jusqu'à 2002. Il était titulaire de la médaille de la Résistance et de la Croix du Combattant Volontaire de la Résistance, issu d'une famille aux racines républicaines, il avait été profondément imprégné par la personnalité de l'instituteur gersois Ernest Vila, dont il sera l'adjoint au Comité de Libération du Gers. La Résistance, ce fut pour Jacques Maury d'abord la propagande au quotidien : distribution de tracts dénonçant la propagande de Vichy, agent de liaison, responsable cantonal de la Résistance, organisation de parachutages d'armes, accueil d'un cousin inconnu jusque-là et qui était en fait un Juif italien persécuté, responsable du maquis de Casteron par lequel transitaient de nombreux STO. La guerre terminée, Jacques Maury avec d'autres résistants participa à la création de l'ANACR.

LANDES

L'ANACR des Landes organise le 27 mai prochain une importante cérémonie départementale pour célébrer la création du C.N.R. en 1943.

A cette occasion, un hommage sera rendu à tous les martyrs landais de la Résistance. Une médaille originale a été commandée à la Monnaie de Paris. On y trouve au recto l'effigie de l'unificateur de la Résistance ; au revers les noms de l'ANACR et des "Amis de la Résistance". Une place est réservée pour graver un nom.

Cette médaille peut être commandée sous coffret (23 € + 2,44 €) auprès de l'ANACR des Landes (chez J. Ooghe, avenue de l'Espérance - 40140 Soustons). Par ailleurs, la Revue de la Résistance publiée par l'ANACR landaise éditera un numéro spécial de plus de cent pages sur cet événement.

Jules JACQUESON (Côte-d'Or)

Le 2 octobre 2002 s'est éteint Jules Jacqueson qui fut pendant de nombreuses années président départemental de l'A.N.A.C.R. Il avait participé très tôt à la Résistance puisque, le 1^{er} octobre 1940, il était condamné à 5 mois de prison pour distribution de tracts antinazis. A la suite de diverses actions contre l'occupant, il dut quitter Dijon pour Paris puis Laon où il retrouva des camarades dijonnais ; après un passage à Bordeaux, il revint à Dijon en juin 1943 pour s'engager dans les rangs des Francs Tireurs et Partisans Français. Chef de groupe à la Cie Pierre Sémar, il est hébergé chez Ed. Roblot. De nombreuses actions de récupération d'armes et de sabotage seront à son actif. Une nouvelle arrestation le conduisit à la prison de la Santé d'où, libéré le 17 août 1944, il participa à la libération de Paris.

Raymond JEZEQUEL (Côte-d'Armor)

Sous les ordres du Commandant Jean Cocheril, Raymond Jezuquel, volontaire FTP, participa à Joug dans la région à de nombreuses actions armées et parachutages importants pour l'ensemble de l'Inter-Secteur Est des Côtes du Nord. Il suivit l'école d'officiers d'Aix-en-Provence pour en sortir lieutenant d'active.

L'ANACR des Côtes-d'Armor a aussi été endeuillée par la disparition le 27 novembre 2002 de Robert LE GROUÏEC ancien instituteur, vice-président de l'ANACR de Perros.

Yvan BUSSET, Marcel REGNER (Dordogne)

Disparu à l'âge de 79 ans, Yvan Busset entre en 1943 avec son père Justin comme légal FTP sous le commandement de Gaston Naboulet, alias "l'Anctère". Ils participèrent à diverses missions ou parachutages ; Juin 43, Yvan rejoint le groupe FTP Gardette sous le pseudonyme de "Zoro" ; participant à de nombreux accrochages avec l'ennemi, notamment aux Rivières Basses". Au début juin 44 il intègre le Groupe FTP "Kar" et le détachement FERNANDEZ stationné au village des Piles ; il sera le premier à rencontrer les blindés allemands venus attaquer et détruire le village. Lors de cette attaque son père Justin fut tué, sa grand-mère grièvement blessée par un éclat d'obus, leur maison incendiée.

Marcel Regner avait combattu dans le groupe "MERCEDES" de l'Armée Secrète d'abord en Dordogne, puis après la signature d'un engagement pour la durée de la guerre, sur le front de La Rochelle.

L'ANACR de la Dordogne a été aussi éplorée par la disparition de Paul CLERGEAT (80 ans), Arzen du groupe "Francois 1^{er}", qui poursuivit le combat devant les poches de l'Atlantique jusqu'à la Victoire, par celui de Jean MOÏGNE ancien secrétaire du comité ANACR de Sarlat, de Robert BOUCHARD, de Marcel ROUZIERE, président du comité ANACR de Thiviers.

Roland THIEBAUT (Meurthe-et-Moselle)

Longtemps président départemental de l'ANACR de Meurthe-et-Moselle, Roland Thiebaut, cheminot au moment de la guerre, était entré en Résistance. Arrêté, il sera déporté dans les camps de la mort dont heureusement il revint. Titulaire de plusieurs autres décorations, dont la médaille militaire, il était Officier de la Légion d'Honneur. Il était président départemental de la FNDIRP et président national de l'A.N.C.D.I.F.

Charlotte PALLY (Aude)

Fille de Léon Bonnemaison, ancien conseiller juridique, conseiller municipal de Carcassonne jusqu'en 1965 et aussi ancien résistant, Charlotte Pally a participé au différents actions dans la Résistance dès la première heure au titre d'agent de liaison jusqu'à la libération de l'Aude. Elle a toujours été membre actif de l'ANACR au côté de son mari, Lucien Pally, trésorier départemental. Après une carrière d'assistante sociale à la DDASS, elle continuait à se dévouer au sein du Comité Départemental des Retraités et Personnes Agées (CODERPA).

André RAMADIER (Haute-Loire)

Membre du Comité directeur départemental, trésorier de l'Amicale (affiliée à l'ANACR) des Anciens de la Résistance et du maquis du secteur de Brioude, André Ramadier est décédé en août dernier à 78 ans après une courte maladie. Ayant quitté les Chantiers de jeunesse pour ne pas être envoyé en Allemagne au titre du STO, il devint maquisard résistant, et participa notamment aux combats du Mont-Mouchet, de la Baraque David et du 8^e dragon, en Alsace et outre-Rhin. Il était titulaire de la Croix du Combattant 1939-45.

René BOITIN (Ille-et-Vilaine)

Né en 1924, René Boitin était entré en 1944 dans les rangs de Résistance de la Mayenne. Arrêté à Laval le 19 juillet 1944, il connut les prisons de Laval et Angers. Condamné à mort pour port d'armes, il s'évada vers Dijon (Côte-d'Or) du train qui l'emmena en déportation en Allemagne. Après avoir participé à la libération de Dijon, il s'engagea pour la durée de la guerre.

Roger ROBERT (Maine-et-Loire)

Ancien trésorier départemental de l'ANACR, Roger Robert avait été déporté à Sachsenhausen.

L'IMPORTANCE DU 27 MAI 1943

Pourquoi, l'ANACR, a-t-elle engagé une vaste campagne nationale, permanente avec un objectif clair, que soit reconnue comme journée nationale de la Résistance, le 27 mai ? Parce que le 27 mai 1943 a été un événement essentiel, le tournant décisif à partir duquel la situation en France occupée, comme au sein de la coalition, va s'en trouver totalement modifiée.

Dans ses Mémoires de guerre, le général de Gaulle écrit : "avant le 27 mai 1943, il y avait des résistances, après le 27 mai, il y eut La Résistance".

Pendant les trois années qui suivent l'effondrement de juin 1940, la Résistance s'est peu à peu organisée et développée, mais en dépit d'efforts et de sacrifices nombreux, ses différents groupes sont demeurés isolés, sans liens entre eux et surtout sans pratiquement aucune relation suivie avec le gouvernement en exil du général de Gaulle, c'est-à-dire la ou se trouve le nerf de la guerre : l'argent et les armes.

Même si l'invincibilité de l'armée allemande n'apparaît plus aussi évidente, et si le débarquement américain au Maroc et en Algérie et la déroute allemande devant Stalingrad ont donné un élan certain à la Résistance, sa voix est encore peu entendue et, faute d'unité, elle reste fragile, et son avenir incertain.

Dans la seconde partie du mois de mai 1940, après la rupture du front français, Jean Moulin, qui est préfet de l'Eure-et-Loir, a compris que les armes ne seraient pas favorables à la France et il écrit à l'un de ses amis une lettre aux accents prémoniteurs : "La France sera occupée, il ne faut pas désespérer. Nous devons d'abord nous compter, nous rassembler pour mieux agir ensuite".

Mais pour agir efficacement, il faut être fort et seul l'union fait la force. C'est ce qu'il dira au général de Gaulle Jean Moulin, lorsqu'il se rendra à Londres pour son premier séjour en octobre 1941. Et c'est bien aussi ce que veut le général de Gaulle. Jean Moulin sera donc le représentant de de Gaulle chargé de réunir un conseil national de la Résistance qui "assurera - comme l'indique de

Gaulle dans ses instructions à Jean Moulin le 21 février 1943 - la représentation des groupements de résistance, des formations politiques résistantes et des syndicats ouvriers résistants". Ce sera chose faite le 27 mai 1943 lorsque dans Paris occupée Jean Moulin réunira pour sa session constitutive le Conseil National de la Résistance.

Quelles furent les conséquences immédiates de la création du Conseil national de la Résistance ? D'abord donner à la Résistance intérieure une dimension nationale et une autorité indiscutable. Ensuite sceller l'union des deux branches de la Résistance, celle de l'intérieur et celle de l'extérieur. Le général Simon qui était encore récemment Chancelier de l'Ordre de la Libération a déclaré un jour : "J'étais capitaine dans les Forces Françaises Libres, dans le désert africain, lorsque nous apprîmes la création du Conseil National de la Résistance et j'ai compris ce jour-là que nous ne serions pas des mercenaires au service d'un pays, même allié, mais les soldats de la France".

Avec le CNR, c'est toute la France patriotique qui s'est placée derrière de Gaulle et les Etats-Unis durent reconnaître la légitimité du général qu'ils lui contestaient jusqu'alors.

La création du CNR va avoir une autre conséquence. Elle va écarter le danger qui pesait sur notre pays de voir s'implanter, dans la France libérée, une administration militaire pilotée par les Américains qui eût constitué une entrave insupportable à notre souveraineté nationale et en même temps un risque de division entre les Français, qui eût été une menace pour l'unité de notre pays.

Dans ses mémoires, que je le cite de nouveau, mais cela en vaut la peine, le général de Gaulle écrit : "Le télégramme de Jean Moulin me confirmant la création du CNR le 27 mai et publié par les radios américaines, britanniques et des Français libres, produisit un effet décisif, non seulement en raison de ce qu'il affirmait, mais aussi, et surtout, parce qu'il donnait la preuve que la Résistance française avait su faire son unité. La voix de cette France écrasée, mais grondante et assurée, couvrait, soudain le chuchotement des intrigues et les palabres des combinaisons. J'en fus, à l'instant même, plus fort, tandis que Washington et Londres mesuraient sans plaisir, mais non sans lucidité, la portée de l'événement".

Nous savons que notre proposition, si elle rencontre l'agrément d'un nombre considérable d'élus à tous les niveaux, responsables politiques et décisionnels, ne fait pas l'unanimité dans la famille des anciens résistants. Et pourtant ? Et pourtant ? Quelle plus éclatante question, quelle plus pertinente analyse politique nous apporte le général de Gaulle lui-même. Peut-on dire ce qu'il eût été la Libération de la France s'il n'y avait pas eu le Conseil national de la Résistance ?

On ne peut en douter. Le 27 mai 1943 a été un événement essentiel de notre histoire contemporaine et parce que notre vocation, en tant qu'association rassemblant ceux qui furent à la fois les acteurs et les témoins de leur propre libération, qui avec de Gaulle, ouvrirent les chemins du renouveau de nos institutions démocratiques, économiques et sociales, est de porter témoignage sur la réalité de l'histoire, nous pensons que l'institution d'une journée nationale de la Résistance serait amplement justifiée qui permettrait de perpétuer, chaque année, le rôle et l'œuvre d'un peuple qui avait choisi la liberté dans l'honneur et l'indépendance.

Et il n'y a pas d'autre date plus symbolique de ce que fut sur le sol national occupé la Résistance du Peuple de France aux nazis et à leurs complices que celle du 27 mai, le 18 juin rappelant chaque année l'acte historique que fut l'Appel du Général de Gaulle maintenant la France dans le concert des Nations alliées luttant sur tous les continents et tous les océans contre les fascismes hitlériens, italien et japonais.

R. C.

LA MISSION OFFROY

Adjoint du Général Catroux, Raymond Offroy est envoyé à Londres pour annoncer que le Général Giraud accepte enfin la création d'un organisme biophasé de direction de la France libre.

En fait, Raymond Offroy doit ramener le Général de Gaulle à Alger. Arrivé à Londres le 1^{er} mai 1943, il est reçu par le Général mais ne peut absolument pas le convaincre de partir avec lui. C'est le 15 mai au matin que Raymond Offroy est convoqué par le Général, "rayonnant". Jean Moulin et ses plus proches assistants viennent de recueillir l'accord de toutes les formations qui vont se constituer en Conseil National de la Résistance, qu'il peut dès lors considérer comme créé. De Gaulle vient de recevoir de lui ce télégramme : "Le Conseil National de la Résistance est créé. Il regroupe des éléments de tous les mouvements de Résistance. Il considère que vous seul serez accepté comme chef du gouvernement au moment de la Libération".

Et Raymond Offroy d'écrire : "De Gaulle me dit : 'Vous allez annoncer à Catroux, à Giraud, Macmillan et à Murphy (ces deux derniers sont les représentants à Alger l'un de Churchill, l'autre de Roosevelt), que le C.N.R. a proclamé cette décision.' 'Vous expliquerez à Catroux que je ne pouvais pas accepter son invitation... parce que je n'avais pas encore reçu cette adhésion de la Résistance, qui, elle seule, me donnera à Alger l'autorité nécessaire'".

Le programme du CNR n'est pas une utopie, il faut savoir que dès le début ce texte eut valeur de référence et qu'il a directement inspiré, non seulement l'action du gouvernement provisoire, mais également quelques uns des grands textes d'après la Libération, y compris le préambule de la constitution de 1946 qui nous régit encore.

Je rappellerai, en passant, que le programme du CNR avait une telle charge novatrice et unificatrice que lors des premières élections législatives organisées après la Libération, tous les partis politiques, sans exception, avaient incorporé dans leur propre programme, le programme du CNR.

On a dit que le programme du CNR était allié beaucoup plus loin que celui du Front Populaire. Je ne pense pas que la comparaison soit possible. Le programme du Front populaire est un programme de rupture. C'est l'aboutissement d'une longue confrontation entre, pour reprendre l'expression de M. Raffarin, la France d'en haut, et celle d'en bas.

Le programme du CNR est tout autre chose. C'est un programme de rassemblement national, de cohésion sociale, au-delà des choix personnels de chacun. Il est là l'image de ce qu'est la résistance, qui fut dans notre pays un phénomène historique inédit donc sans précédent. Il apporte au peuple patriote les moyens d'être l'acteur de sa propre libération et de la restauration des valeurs universelles de la République, lesquelles ont été écrasées par les nazis et cette élite dont de Gaulle disait qu'elle avait trahie.

On connaît cette phrase terrible de de Gaulle recevant rue St-Dominique au lendemain de la Libération, une délégation du patronat français : "Messieurs, je n'en ai pas vu beaucoup d'entre vous à Londres".

Je n'ai pas le temps de développer la première partie du programme qui conserve une valeur historique incontestable. J'aborderai immédiatement la seconde partie.

Les trois premiers points du programme du CNR

ALSACE :

SCANDALEUSE APOLOGIE DE LA COLLABORATION

Un récent numéro de l'élégante revue "Tonic" éditée à Haguenau et portant en sous-titre "Informations humour et satire en Alsace" a publié sur une page entière un virulent article de protestation contre la décision du maire de Strasbourg de donner à une rue de la ville le nom du "Commissaire Divisionnaire Becker".

Dans cet article, le commissaire Antoine Becker est présenté comme un ennemi de l'Alsace, et l'espion nazi Karl Roos comme un modèle de patriote alsacien.

Qui était le commissaire Becker ? Il a fait l'objet en 1950 d'une Citation à l'Ordre de la Nation pour avoir combattu les menées autonomistes et pro-allemandes en Alsace, avant et pendant la guerre, et pour avoir été arrêté, torturé et exécuté par les nazis, près du Struthof en 1945.

Qui était le Dr Karl Roos ? Chef autonomiste, il fut traduit devant le tribunal militaire de Nancy, sous l'accusation d'espionnage, condamné à mort le 26 octobre 1939 et fusillé le 7 février 1940.

L'arrivée des envahisseurs allemands à Strasbourg, la place Kléber fut débaptisée et reçut le nom de "Karl-Roos Platz".

La ville de Marseille où Antoine Becker s'était réfugié, et où il fut arrêté par les nazis, donna son nom à une de ses rues. En octobre 1987, fut inaugurée à Berghelm, commune où il est né la rue Antoine-Becker. Début 2002, la ville de Strasbourg décida à son tour d'honorer ce patriote en donnant à une de ses rues le nom de "Rue du Commissaire Divisionnaire Becker".

L'article de "Tonic", particulièrement abject, est une insulte à la Résistance, à toutes les victimes de la barbarie nazie.

L'Alsace annexée, qui a tant souffert du traite-

ment brutal qui lui a été infligé, dont les enfants ont été embrigadés de force dans l'armée ennemie, dont les opposants, les patriotes ont été martyrisés et exterminés, acceptera-t-elle sans réagir cette gifle monstrueuse qui lui est administrée ? Telle est la question que pose le Comité Régional d'Alsace de l'ANACR.

180 LYCEENS VIENNENT DE VISITER AUSCHWITZ

Le 27 janvier, jour anniversaire de la Libération d'Auschwitz, 180 lycéens ont, sur décision du Conseil Régional de l'Île-de-France, visité le camp et pris un contact qu'ils n'oublieront jamais avec ce qui fut l'horrible réalité historique. Une rescapée de la déportation, Mme Grinspan, jetée au camp lorsqu'elle avait 14 ans, raconta la vie quotidienne - ou plutôt la mort - de tant de déportés. Un jeune s'étonnait que les déportés ne se soient pas révoltés alors qu'ils étaient plus nombreux que leurs bourreaux. Il avait oublié... les armes ! Au surplus, un garçon de 18 ans qui avait davantage réfléchi expliqua que quiconque arrivait ici était déjà "détruit". Il eut cette phrase : "Ce n'étaient plus que des corps qui marchaient". Et l'on sait que bien peu marchèrent jusqu'au bout.

Nombreuses sont les initiatives semblables de collectivités régionales, départementales ou locales. Qu'elles se multiplient et le civisme des générations nouvelles en tirera le plus grand profit.

LIVRES • LIVRES • LIVRES

RELIRE JACQUES DECOUR

Un universitaire, Pierre Favre, a été frappé comme nous par le fait que l'édition actuelle consacre davantage de moyens au rappel des traités de plume qui sévirent de 1940 à 1945 qu'aux intellectuels qui donnèrent à la Résistance sa voix inoubliable, mais que beaucoup vouent actuellement à une éclipse indigne. Pierre Favre publie aux éditions Farrago une solide étude sur Jacques Decour, l'un des oubliés qu'il était devenu très difficile de lire à qui ne trouvait pas par hasard l'un de ses anciens ouvrages dans une boîte de bouquiniste. Jacques Decour, brillant germaniste, notamment traducteur de Goethe "Le Triomphe de la sensibilité" avait, à la faveur d'un séjour d'une année à Magdebourg, parfaitement compris ce qu'annonçait le nazisme avant même qu'il soit au pouvoir. Son ouvrage "Philisteburg" effaroucha quelques universitaires de haut rang qui faillirent lui refuser l'agrégation, que pourtant la haute qualité du travail imposa.

Ses ouvrages annonçaient une œuvre aussi riche que de très haut niveau. "Le Sage caporal" parut quand il avait 20 ans, alors qu'il en avait remis le manuscrit à la N.R.F. trois ans plus tôt. A 24 ans, il publie "La Révolte" qui manifeste une étroite parenté avec le célèbre classique cinématographique "Zéro de conduite", de Jean Vigo. A 26 ans, il publie "Les Pères". La lucidité de l'ouvrage sur les influences que peut subir un jeune homme annonçait à coup sûr un grand romancier. De toute façon, en ce qui le concerne, l'influence de l'agent de change à qui il devait la vie fut à peu près égale à zéro, puisque Jacques Decourdemanche - qui devait raccourcir son nom - rompit avec sa famille, mise à part sa sœur Denise, ultérieurement membre de l'A.N.A.C.R. Ce fils tomba sous les balles nazies, au Mont Valérien, le 30 mai 1942.

Un article rappelant son œuvre et sa biographie ne saurait se terminer sans l'évocation de ses publications résistantes. Avec le philosophe Politzer et le physicien Solomon, il créa "Le Univers Libre" et la "Pensée Libre" (où l'on put lire le célèbre texte d'Aragon sur le massacre de Châteaubriant. Puis, une équipe se constitua autour de lui, avec Jacques Debù-Bridel, Marc Blanzat, Jean Guéhennou, Charles Vidrac, le RP Médieu, pour lancer le journal culturel dont nous sommes si nombreux à regretter encore la disparition : "Les Lettres Françaises". Le premier numéro prévu ne put paraître, Jacques Decour fut arrêté alors qu'il portait l'essentiel de la copie. A l'énoncé des noms qui précèdent, on voit combien ce journal témoignait de la réelle ouverture d'esprit de ces Lettres qui se veulent vraiment Françaises", ainsi que Jacques Decour l'avait écrit dans sa présentation.

Mais ne dit-on pas que certains songeraient à débaptiser le lycée parisien qui porte son nom ? La honte ne frappe pas que les supports d'Alexis Carrel, mais également ceux qui ignorent les grands de la Résistance. (Pierre Favre : Jacques Decour, l'Oublié des Lettres Françaises "éditions Farrago, 26 €).

MEMOIRE VIVANTE, PAROLES DE RESISTANTS

Le comité de l'A.N.A.C.R. commun aux localités d'Echirolles et d'Eybens, en Isère, a pour président Paul Rochas et pour secrétaire général Roger Foray. Il est à l'origine d'une spectaculaire réalisation menée à bien grâce au concours des deux municipalités ainsi qu'à l'aide matérielle du Conseil Général de l'Isère et de la Direction de la Mémoire du Ministère de la Défense. C'est un bel

album qui présente la période que nous avons vécue, les mobiles de ceux qui décidèrent d'entrer en Résistance, des exemples probants de l'action de celle-ci, de la répression, qu'hélas, elle subit, de l'important développement des maquis en cette région, du puissant soutien de la population et bien entendu de la libération de toute cette région de Grenoble.

L'ouvrage se termine par les biographies de résistants notoires de toutes origines sociales et d'opinions fort diverses. Une riche iconographie est de nature à éclairer des textes concis, sincères, démonstratifs.

Hôtel de Ville - B.P. 248 - 38433 Echirolles cédex. 15

1940 : LE SAUVETAGE DE 2.800 TONNES D'OR

Par Tristan-Gaston Breton

L'historien Tristan-Gaston Breton publie aux éditions du Cherche-Midi l'histoire du sauvetage, en 40, des 2.800 tonnes d'or de la Banque de France.

Il faut dire que les financiers avaient vu plus loin que l'Etat-Major Général de l'armée. C'est dès 1933, dès l'arrivée d'Hitler, que commença l'évacuation discrète des réserves d'or vers l'ouest de la France. Lors de la déclaration de guerre, l'opération était presque entièrement terminée. Le lendemain de leur arrivée à Paris, les Allemands trouvèrent à la banque de France... des coffres vides. L'or n'était même plus sur le territoire français, mais à Halifax, au Canada, à New-York et dans des territoires certes encore sous juridiction française : à la Martinique, Casablanca et Dakar. Ce trésor énorme aurait pu soutenir l'effort de guerre que refusa la bande à Pétain. L'auteur cite de "termes ronds-de-cuir", cadres de la Banque, qui, eux, se sont conduits en héros.

Et le résumé ne serait pas complet si l'on n'ajoutait qu'à part une ou deux caisses, en 1946, les coffres de la banque de France avaient retrouvé leur précieux bien. Aucune tentative ennemie (ou même - pourquoi ne pas le dire ? - amie - alliée - n'avait réussi. Cette page d'histoire devait être citée, car par rapport à certaines autres, elle est quand même une consolation.

LE JOURNAL DE LA RESISTANCE

FRANCE D'ABORD Rédaction - Administration 79, rue St-Blaise, 75020 Paris

REDACTION - ADMINISTRATION 79, rue Saint-Blaise, 75020 PARIS Tél. : 01.44.64.80.60 - C.C.P. 4194-42 W PARIS e-mail : journaldelaresistance@wanadoo.fr

ABONNEMENTS France..... 9 € Etranger..... 12 € Abonnement de soutien..... 15 € Le numéro..... 2 €

CHANGEMENTS D'ADRESSE Prière de joindre la bande du dernier numéro reçu et deux timbres-poste pour frais

Edité par la S.A.R.L. FRANCE D'ABORD Le gérant : Jean FREIRE Commission paritaire des Publications et Agences de Presse - N° 1 155 D 73

Imprimerie Multicorpo Photo 3-5, rue de l'Atlas, 75019 Paris Tél. : 01.40.03.96.60